



Conseil de sécurité

Soixante-dix-septième année

Provisoire

9137^e séance

Mardi 27 septembre 2022, à 10 heures
New York

Présidente : M^{me} Broadhurst Estival (France)

Membres :

Albanie	M ^{me} Dautllari
Brésil	M. de Almeida Filho
Chine	M. Geng Shuang
Émirats arabes unis	M ^{me} Alhefeiti
États-Unis d'Amérique	M. DeLaurentis
Fédération de Russie	M ^{me} Evstigneeva
Gabon	M ^{me} Koumba Pambo
Ghana	M. Agyeman
Inde	M ^{me} Kamboj
Irlande	M. Mythen
Kenya	M. Kiboino
Mexique	M ^{me} Buenrostro Massieu
Norvège	M ^{me} Juul
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Dame Barbara Woodward

Ordre du jour

La situation en Afghanistan

Rapport du Secrétaire général sur la situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales (S/2022/692)

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



La séance est ouverte à 10 h 5.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

La situation en Afghanistan

Rapport du Secrétaire général sur la situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales (S/2022/692)

La Présidente : Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les représentants de l'Afghanistan, de la République islamique d'Iran, du Kirghizistan et du Pakistan à participer à la présente séance.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les personnalités ci-après, appelées à présenter un exposé, à participer à la présente séance : M. Marcus Potzel, Représentant spécial adjoint du Secrétaire général pour l'Afghanistan ; M^{me} Ghada Fathi Waly, Directrice exécutive de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime ; et M^{me} Fawzia Koofi, ancienne Vice-Présidente du Parlement afghan.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

J'appelle l'attention des membres du Conseil sur le document S/2022/692, qui contient le rapport du Secrétaire général sur la situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales.

Je donne la parole à M. Potzel.

M. Potzel (*parle en anglais*) : J'ai bien peur que de nombreux membres de la communauté internationale ne commencent à perdre patience en ce qui concerne l'établissement d'une stratégie de dialogue avec les autorités talibanes en Afghanistan. Il y a eu quelques avancées au cours des derniers mois, mais celles-ci ont été trop peu nombreuses et trop lentes et les points négatifs l'emportent nettement. L'interdiction faite aux filles de suivre un enseignement secondaire, seul exemple dans le monde, et les restrictions croissantes imposées aux droits des femmes sont notamment des signes que les Taliban sont indifférents au sort de plus de la moitié de la population et sont prêts à risquer un isolement international. Pourtant, durant nos échanges avec de nombreux membres des autorités de facto à tous les niveaux, les dirigeants Taliban affirment que cette décision, qui a été prise et confirmée par le mollah

Haibatullah Akhundzada, est défendue par les partisans de la ligne dure qui l'entourent mais remise en question par la plupart des autres membres du mouvement, lesquels n'ont pas les moyens ou la volonté d'infléchir cette trajectoire. Reléguer les femmes et les filles à la maison ne prive pas seulement ces dernières de leurs droits, cela prive l'Afghanistan tout entier des contributions importantes que les femmes et les filles ont à offrir.

Certains des progrès revendiqués par les Taliban qui avaient pu être salués sont également en train de s'éroder. Au cours des derniers mois, il y a eu une augmentation constante des atteintes à la sécurité enregistrées par la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), qu'il s'agisse d'affrontements armés ou d'actes de caractère criminel, ou encore d'attaques terroristes meurtrières très médiatisées. Les Taliban ont ignoré les mises en garde que nous avons faites au sujet des capacités de l'État islamique d'Iraq et du Levant-Khorassan (EIIL-K). Or, rien que ces derniers mois, l'EIIL-K a montré qu'il pouvait assassiner des personnalités proches des Taliban, mener des attaques contre des ambassades étrangères et tirer des roquettes par-delà des frontières de l'Afghanistan pour attaquer ses voisins, le tout en poursuivant sa campagne sectaire de longue date contre les musulmans chiïtes et les minorités ethniques. Nous sommes particulièrement préoccupés par la récente attaque contre l'ambassade de la Russie à Kaboul, qui a fait 10 morts, dont un diplomate russe. Outre les attaques commises par l'EIIL-K, plusieurs incidents non revendiqués ont tué ou blessé des Afghans qui vquaient à leurs occupations quotidiennes, notamment alors qu'ils se trouvaient dans des lieux de culte. Je saisis cette occasion pour présenter nos condoléances aux familles de toutes les victimes.

La présence signalée du chef d'Al-Qaida, Aiman al-Zawahiri, en plein Kaboul et la frappe qui l'a visé, ainsi que la présence continue d'autres groupes terroristes, poussent à s'interroger sur les engagements pris par les Taliban en matière de lutte contre le terrorisme, creusant un peu plus le déficit de confiance avec la communauté internationale. Ces interrogations restent sans réponse.

Les affrontements armés persistent entre les forces de sécurité de facto et les groupes d'opposition armée dans les provinces de Panjchir, Baghlan, Kapissa, Takhar et Badakhchan. Des rapports inquiétants, ainsi que des vidéos et des photos, semblent indiquer que de graves violations des droits de l'homme pourraient avoir été commises dans le Panjchir. La MANUA a

demandé aux autorités de facto d'enquêter sur les allégations d'exécutions extrajudiciaires dans le Panjchir, conformément aux normes internationales. Les autorités de facto ont déclaré qu'elles mèneraient des enquêtes sérieuses sur ces allégations. Nous ne savons pas où en sont ces enquêtes. La MANUA continuera à suivre attentivement ce dossier et toutes les autres informations faisant état de violations graves des droits de l'homme.

La situation économique de l'Afghanistan reste précaire. Alors que les Taliban affirment avoir augmenté les exportations, maintenu la valeur de la monnaie afghane et généré une importante collecte de recettes, le revenu par habitant s'est effondré pour revenir aux niveaux de 2007, balayant ainsi 15 années de croissance économique. Cependant, comme pour de nombreux aspects de la gouvernance des Taliban, leurs affirmations restent difficiles à vérifier en détail. Le ralentissement économique persistant est dû en partie aux problèmes de liquidités liés à l'isolement de l'Afghanistan par rapport au système bancaire international. Les liquidités restent fortement tributaires de l'argent liquide destiné aux opérations humanitaires que l'ONU continue de fournir, de l'argent liquide, je dois le souligner, qui permet de répondre aux besoins du peuple afghan et ne parvient pas directement aux autorités de facto.

Mais même ce financement est incertain. À ce jour, le plan d'aide humanitaire 2022 n'est financé qu'à hauteur de 1,9 milliard de dollars sur les 4,4 milliards nécessaires. Ce n'est même pas la moitié. Dans un contexte de besoins grandissants et de détérioration de la sécurité alimentaire, ce déficit de financement est d'autant plus préoccupant que l'hiver est à nos portes. Dans l'immédiat, les partenaires humanitaires ont besoin de 614 millions de dollars pour appuyer la préparation à l'hiver, qui est prioritaire, en plus des 154 millions de dollars nécessaires pour prépositionner les fournitures essentielles avant que l'accès à certaines régions ne soit coupé en raison des intempéries.

Nous avons pris acte de la création par les États-Unis du Fonds afghan, qui placera la moitié des 7 milliards de dollars de réserves afghanes sur un compte en Suisse, où ils seront utilisés pour contribuer à stabiliser la macroéconomie de l'Afghanistan. Nous avons été informés que cela doit être considéré comme une mesure temporaire jusqu'à ce qu'il y ait une plus grande confiance dans la capacité de la Banque centrale d'Afghanistan d'ériger des remparts contre le blanchiment d'argent et le financement potentiel de groupes terroristes.

Mais ces mesures humanitaires et économiques ne permettront pas de répondre aux besoins à long terme du peuple afghan. L'aide humanitaire ne peut à elle seule remplacer les systèmes de prestation de services essentiels, tels que la santé et l'eau, ni empêcher un effondrement économique. La MANUA invite instamment les donateurs à adopter une approche complémentaire pour répondre aux besoins de la population en appuyant, en plus de l'action humanitaire, certains projets axés sur les besoins humains fondamentaux qui mettent à profit les capacités des communautés locales, règlent les problèmes structurels sous-jacents, favorisent la croissance économique et cherchent à réduire au minimum les effets des changements climatiques, qui sont particulièrement graves en Afghanistan.

Jusqu'à présent, il n'y a pas de consensus parmi les donateurs sur la fourniture d'une assistance technique limitée aux ministères d'exécution de facto ni sur l'opportunité d'achever la construction de projets d'infrastructure à petite échelle. De nombreux donateurs estiment que les Taliban ne doivent pas être déchargés de leur responsabilité de répondre aux besoins de la population sous leur contrôle. Il leur faut notamment rendre leur budget plus transparent afin que les donateurs puissent mieux évaluer quels sont les besoins réels qui ne peuvent être satisfaits par les autorités de facto.

Pendant ce temps, les Taliban eux-mêmes se déclarent activement partisans d'une croissance tirée par le secteur privé, qui évitera au pays d'être dépendant d'une aide assortie de conditions. Mais pour cela, il faudra prendre des mesures concrètes qui, jusqu'à présent, n'ont pas été prises, notamment établir un cadre juridique clair, réaliser des investissements publics, mettre en place un système bancaire opérationnel, fournir des services énergétiques et de communication fiables et recourir à une main-d'œuvre qualifiée incluant les femmes. Il y a deux jours, j'ai rencontré à Kaboul un groupe de femmes entrepreneurs qui ont décidé de rester en Afghanistan et de poursuivre leurs activités commerciales. Ces femmes doivent être appuyées et la communauté internationale ne doit pas les oublier.

Par ailleurs, l'inclusion politique et la transparence font toujours défaut dans les processus décisionnels. La plupart des Afghans ne se voient pas représentés à quelque niveau de gouvernance que ce soit. Il n'existe aucun mécanisme cohérent permettant aux citoyens de faire part de leurs impressions aux autorités et rien n'indique que les Taliban souhaitent les entendre. La MANUA, par l'intermédiaire de ses bureaux locaux,

s'efforce systématiquement de réunir les autorités locales de facto et les représentants des communautés afghanes, y compris les femmes, afin d'améliorer le niveau de consultations.

Dans son rapport sur les droits humains publié en juillet 2022, la MANUA a décrit la situation des droits humains en Afghanistan depuis que les Taliban ont pris le pouvoir l'année dernière. Outre la limitation considérable des droits des femmes et des filles, ainsi que les possibles violations des droits de l'homme internationaux, la MANUA continue de recenser des violations de l'amnistie que les Taliban ont louablement déclarée mais qu'ils appliquent de manière incohérente. Les médias, qui comptaient auparavant parmi les plus dynamiques de la région, sont à la peine, confrontés à des intimidations et à des restrictions, et la société civile reste menacée. Le Ministère de facto de la propagation de la vertu et de la prévention du vice prend une place toujours plus importante et plus intimidante dans la société afghane.

Depuis qu'il a pris le contrôle de Kaboul, l'émirat autoproclamé des Taliban n'a été reconnu par aucun État. Dans le même temps, la communauté internationale ne voulait pas non plus voir le pays s'effondrer. Les voisins de l'Afghanistan, en particulier, ont adopté une approche pragmatique et cherché à approfondir leurs liens économiques et commerciaux et à instaurer la stabilité. La conférence internationale sur l'Afghanistan, organisée à Tachkent le 26 juillet, qui a réuni pour la première fois des représentants des Taliban, des États Membres de la région et des donateurs traditionnels, a représenté une plateforme de dialogue et une occasion pour la communauté internationale d'exprimer sa position commune sur ce qu'elle attend des autorités de facto. Il est regrettable que la délégation talibane n'ait pas saisi cette occasion de répondre de manière constructive à ces attentes. Néanmoins, nous pensons que le format de Tachkent est utile et doit être maintenu.

Dans un premier temps, les autorités de facto ont pris des engagements concernant la sécurité et l'indépendance de l'aide humanitaire. Ces engagements se sont eux aussi progressivement affaiblis. Nous avons été très préoccupés par la détention, par le Ministère de facto de la propagation de la vertu et de la prévention du vice et la Direction générale des renseignements, de trois femmes travaillant pour des organismes des Nations Unies à Kandahar il y a trois semaines, ainsi que par les pressions croissantes exercées sur notre personnel et nos locaux et ceux d'autres organismes. De manière générale, les autorités de facto créent des

obstacles opérationnels qui compliquent de plus en plus la tâche de l'ONU et de ses partenaires humanitaires et, qui, dans certains cas, sont contraires aux principes humanitaires mondiaux et bien établis.

Si les Taliban ne répondent pas aux besoins de toutes les composantes de la société afghane et ne saisissent pas cette occasion très éphémère de dialoguer de manière constructive avec la communauté internationale, on ne sait pas ce qu'il se passera ensuite. Une aggravation de la fragmentation, de l'isolement, de la pauvreté et des conflits internes fait partie des scénarios probables, ce qui pourrait entraîner des migrations massives et des conditions nationales propices aux organisations terroristes, ainsi que des souffrances accrues pour la population afghane.

C'est pourquoi nous devons nous mobiliser. L'objectif est de promouvoir, en Afghanistan, une gouvernance qui profite au peuple afghan et qui respecte les normes de la communauté mondiale. Bien que le succès ne soit pas garanti, continuer de collaborer de façon prudente reste le moyen le plus réaliste d'atteindre ces objectifs.

Je remercie la présidence du Conseil de sécurité de m'avoir donné l'occasion de présenter un exposé au Conseil. À la MANUA, nous attendons avec intérêt l'arrivée à Kaboul de notre nouvelle représentante spéciale du Secrétaire général, M^{me} Roza Otunbayeva. En attendant, cela a été un honneur pour moi de transmettre au Conseil de sécurité les vues de la MANUA sur la situation en cette période critique.

La Présidente : Je remercie M. Potzel de son exposé.

Je donne maintenant la parole à M^{me} Waly.

M^{me} Waly : Je tiens à remercier la présidence française pour l'occasion qui m'est offerte d'intervenir à nouveau aujourd'hui devant le Conseil.

Lors de mon dernier exposé sur la situation en Afghanistan devant le Conseil, en juin 2021 (voir S/2021/601, annexe II), la production illicite de drogues y avait atteint un chiffre record de 6800 tonnes de pavot, et j'avais souligné une augmentation alarmante de la production de méthamphétamines. Les chiffres des saisies montrent une augmentation du trafic à la fois d'héroïne et de méthamphétamines en Asie du Sud, ainsi qu'en Afrique, de 2018 à 2021. Les saisies d'héroïne en mer, dans l'océan Indien, se sont accentuées depuis 2021. Les événements de l'année passée laissent

une situation plus incertaine que jamais, notamment en ce qui concerne les possibles effets à long terme sur la culture, la production et le trafic dans un pays qui reste le premier producteur au monde d'opiacés. Seule une action internationale peut répondre à ces menaces contre la paix et la sécurité et soutenir le peuple afghan.

(l'oratrice poursuit en anglais)

En avril de cette année, les Taliban, autorités de facto, ont annoncé une interdiction complète de la culture et de la production de tous les stupéfiants, tout en accordant un délai de grâce qui a pratiquement exonéré la dernière grande récolte de pavot à opium, qui s'est achevée en juillet. Après l'annonce de l'interdiction des stupéfiants, le prix moyen national de l'opium a flambé, atteignant 190 dollars par kilogramme d'opium sec et 127 dollars par kilogramme d'opium frais en juillet, soit plus du double du prix affiché il y a un an.

Dans l'intervalle, de graves sécheresses ont détruit les récoltes vivrières alors même que l'économie afghane s'effondre. Plus de la moitié de la population vit en dessous du seuil de pauvreté, et près de 19 millions de personnes sont confrontées à une insécurité alimentaire aiguë. Pour beaucoup, les cultures illicites peuvent sembler être le seul moyen d'éviter la famine. Au cours des mois à venir, nous verrons comment l'interdiction des stupéfiants sera respecté et quelles en seront les conséquences, alors que les agriculteurs afghans prendront des décisions sur la culture du pavot à opium pour la prochaine grande récolte, dans des circonstances économiques et politiques désastreuses. Dans le même temps, on ignore dans quelle mesure l'interdiction peut être ou sera appliquée par les autorités de facto, compte tenu des réalités économiques et politiques en Afghanistan et de la présence d'au moins une dizaine de groupes armés qui contestent le pouvoir des autorités dans 18 provinces, selon la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan.

En l'absence d'état de droit, les terroristes et les groupes criminels organisés peuvent tirer profit du trafic de drogues illicites et d'autres formes de trafic comme celui des armes à feu, tandis que la situation désespérée du pays est propice à la traite et à l'exploitation des êtres humains. Nous devons empêcher ces menaces de déstabiliser la région et au-delà en surveillant la situation, en améliorant les capacités régionales et en venant en aide à la population. L'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDD) mène à distance des études sur la culture de l'opium en Afghanistan, et dans une semaine, nous publierons des estimations de la quantité

d'héroïne produite à partir de la dernière récolte. Nous suivons également les données relatives aux saisies dans la région grâce à notre plateforme de surveillance des drogues, et nous allons aussi surveiller la traite des êtres humains et le trafic de migrants. Dans les pays voisins de l'Afghanistan, nous renforçons les capacités des bureaux frontaliers de liaison et des unités de contrôle portuaire et de contrôle du fret aérien, et nous appuyons les mesures concrètes de lutte contre le trafic d'armes à feu. En parallèle, nous aidons les forces de l'ordre à acquérir des équipements spécialisés et encourageons la coopération transfrontière et les échanges d'informations aux niveaux régional et interrégional.

Les interventions à l'intérieur de l'Afghanistan sont aussi indispensables pour aider les Afghans en danger et dans le besoin, pour autant que les circonstances le permettent. À l'appui du Cadre transitoire de coopération des Nations Unies pour l'Afghanistan, l'ONUDD collabore avec les partenaires de l'ONU pour mener des interventions sanitaires liées à la consommation de drogues illicites dans les régions du sud, du nord et du centre du pays. Nous fournissons des services de santé pour lutter contre l'usage de drogues, ainsi que des trousseaux de diagnostic du VIH et de l'hépatite, et nous avons lancé une initiative visant à cartographier les centres de traitement et à recenser les dangers auxquels sont confrontés les usagers de drogues à haut risque. L'ONUDD appuie en outre de nouveaux moyens de subsistance pour les cultivateurs de pavot à opium dans les provinces de Kandahar et du Helmand, qui représentent 72 % des cultures d'opium. Il s'agit notamment d'une aide à la création de revenus et à la sécurité alimentaire pour plus de 1 000 ménages dirigés par des femmes, à un moment où les Afghanes sont privées de leurs droits, de perspectives et de moyens d'existence.

L'Afghanistan vit des heures critiques. La communauté internationale doit être prête à relever les défis posés par la drogue et les flux illicites émanant de l'Afghanistan, tout en apportant une aide aussi large que possible aux personnes touchées par les drogues illicites dans le pays. Nous restons déterminés à appuyer l'action de l'ONU.

La Présidente : Je remercie M^{me} Waly de son exposé.

Je donne maintenant la parole à M^{me} Koofi.

M^{me} Koofi (parle en anglais) : Alors que je me préparais à prendre la parole devant le Conseil de sécurité, je me suis entretenue avec nombre de femmes et

d'hommes de mon pays, l'Afghanistan, pour savoir quel message ils souhaitent que je transmette à tous ici en leur nom. Voici ce qu'ils m'ont dit. Le peuple afghan est déçu et horrifié et se sent trahi par le fait que le monde ne dénonce toujours pas haut et fort l'apartheid fondé sur le genre pratiqué par les Taliban, un groupe dénué de toute légitimité aux niveaux national et international. Le peuple afghan regrette que, lors du débat général de l'Assemblée générale à sa soixante-dix-septième session, les dirigeants mondiaux n'aient pas évoqué les 40 millions de personnes qui souffrent en Afghanistan ni l'apartheid fondé sur le genre que le régime fait subir à son peuple. Pourtant, il espère toujours que le Conseil de sécurité, principal organe international chargé de garantir l'ordre et la stabilité du monde et de protéger les droits et la dignité de chaque être humain, agira en son nom.

Mon peuple et notre patrie emprisonnée veulent que le Conseil et le monde sachent ce qui se passe sous le régime des Taliban en Afghanistan. Selon diverses estimations des organismes des Nations Unies de défense des réfugiés et d'autres groupes, plus de 2,3 millions d'Afghans ont fui le pays depuis août 2021. Des millions d'autres cherchent à quitter le pays et tentent désespérément d'obtenir un passeport et de trouver un moyen de partir. Les départs massifs d'Afghans en disent long sur leur sentiment d'être dirigés par un groupe militant dont l'idéologie rappelle les ténèbres du passé et incarne la répression et la terreur. Par le passé, des millions d'Afghans ont quitté le pays du fait de la violence, et nous sommes reconnaissants aux pays qui les ont alors accueillis. Aujourd'hui, ils fuient la violence, l'incertitude et les privations économiques, ainsi que la brutalité et l'absence de gouvernance des Taliban. Sous le régime des Taliban, l'Afghanistan est devenu un pays de non-droit. En fait, c'est probablement le seul pays au monde qui ne soit pas doté d'une constitution. Notre constitution est inexistante. Elle ne fait pas de place aux femmes et n'offre aucun avenir au peuple afghan.

Je voudrais que tout le monde, en particulier mes frères dans cette salle, imagine un instant ce que ce serait si l'Afghanistan, voire même le monde, était dirigé par des femmes et que les hommes n'étaient pas autorisés à quitter leur domicile sans être accompagnés d'une femme. Je veux qu'ils imaginent qu'ils ne sont pas autorisés à porter ce qu'ils veulent et qu'ils sont privés de leur droit fondamental et islamique à l'éducation et au travail. Peuvent-ils se mettre un instant à la place des Afghanes et ressentir leur douleur ? Je suis certaine que cela est difficile à imaginer.

Sous le régime des Taliban, l'Afghanistan est redevenu un refuge pour les groupes militaires extrémistes internationaux de la région, qui, inspirés par la victoire des Taliban, tentent de renverser leurs propres gouvernements. Et le pays est devenu un lieu d'horreur pour les femmes et d'autres groupes. Les Taliban ont édicté plus de 31 sanctions, décrets et ordonnances visant à éliminer les femmes en Afghanistan, en interdisant tous leurs droits fondamentaux tels que l'accès à l'éducation, à l'emploi et à la liberté. En conséquence, c'est toute une génération d'Afghanes qui sont devenues prisonnières des murs de leur maison. Sous le régime des Taliban, la poursuite de l'exclusion des femmes de la vie publique a fait de l'Afghanistan une prison à ciel ouvert pour les femmes, qui représentent 55 % de la société afghane. Sous le régime des Taliban, l'Afghanistan est devenu le seul pays au monde où les filles sont interdites d'aller à l'école de la sixième à la terminale, et ce, au nom de la tradition et de la religion. En fait, ce qu'ils font est contraire à la religion. Notre belle religion met l'accent sur l'éducation. Le premier mot qui vint à notre prophète, que la paix soit sur lui, fut : « Lis ! ». Les Taliban accusent aussi la culture, alors que, la semaine dernière encore, des centaines de filles de la province de Paktiya manifestaient, demandant que leur droit à l'éducation soit respecté.

L'élimination systématique des droits des femmes par les Taliban se fait chaque jour plus dure. Les Afghanes continuent de me poser la question, et de la poser aux membres du Conseil : qu'ont-elles fait pour mériter un tel sort, et pour faire les frais de politiques si injustes ? Nous devons admettre que nous avons tous laissé tomber les Afghanes.

Les femmes qui assuraient seules la subsistance de leur famille, et qui représentaient 30 % des fonctionnaires du pays, ne peuvent plus aller au bureau. Leurs postes sont progressivement pourvus par des hommes, ce qui fait qu'elles se retrouvent sans source de revenus. En fait, quand il a été demandé à certaines de ces femmes de venir signer leurs états de paie mensuels, les Taliban ont invité tous les hommes à quitter les bureaux et à ne pas revenir travailler ce jour-là. Ils ne laissent même pas les femmes entrer dans les bureaux. Quelqu'un ici peut-il seulement imaginer le traitement indigne que les Afghanes subissent ?

L'Afghanistan jouissait de médias libres et hautement dynamiques, dont tout le crédit de la préservation va à la nation. Au cours de l'année écoulée, toutefois, 300 médias ont été fermés. Dans 17 provinces,

il n'y a maintenant plus de femme journaliste. Avant que Kaboul n'ait été remise aux Taliban, 2 756 femmes journalistes travaillaient dans les médias, alors qu'elles ne sont plus que 600 aujourd'hui. Quant au reste de ces femmes, soit elles ont été renvoyées, soit elles ont rencontré d'énormes problèmes de sécurité, les contraignant à renoncer à leur emploi.

Ces femmes, qui, comme le Conseil de sécurité, étaient à l'avant-garde de la protection de nos valeurs communes et de nos efforts visant à bâtir une société égalitaire et juste, sont à présent humiliées et opprimées, et deviennent invisibles. Ces femmes étaient membres des forces de sécurité, journalistes, juges, employées du gouvernement ou activistes, entre autres. Lorsqu'elles descendent dans la rue pour manifester, elles sont réduites au silence par la violence. Elles sont arrêtées, torturées et victimes de disparition forcée, en toute impunité. Elles quittent le pays en quête de paix et d'un avenir meilleur, empruntant des itinéraires extrêmement dangereux vers des pays voisins, à qui nous sommes très reconnaissants de leur hospitalité. Leur destin dans les pays voisins consiste à demeurer dans l'incertitude en attendant leur destination finale. Les Taliban voient dans les Afghanes la principale menace à leur idéologie.

Dans mon pays, les gens vivent une terrible catastrophe en matière de droits humains, mais ce n'est pas le seul problème qu'ils rencontrent. L'esprit de compromis, la souplesse et la bonne volonté qui animent le peuple afghan et la communauté internationale, y compris le Conseil de sécurité, pour voir au-delà du sombre passé d'atrocités systématiques des Taliban et envisager un avenir d'espoir, de confiance et de paix remonte à plus d'une décennie.

Il ne faut pas oublier qu'en juin 2011, le Conseil a pris la décision difficile de séparer le Comité des sanctions concernant les Taliban de celui relatif à Al-Qaïda. Le Conseil a décidé de rayer bon nombre de Taliban de la liste du Comité du Conseil de sécurité créé en vertu du régime de sanctions mis en place par la résolution 1988 (2011). C'est ce que les Taliban demandaient, tout en promettant de renoncer à la violence et de choisir la voie de la paix. Néanmoins, quel en a été le résultat ? Malheureusement, la réponse est à chercher dans la nouvelle vague de violence qui a une fois de plus apporté peine, colère et désespoir pour longtemps aux milliers de familles afghanes pleurant leurs fils, leurs filles et leurs proches.

À présent, cette vague de violence prend une nouvelle forme, notamment par le recours à des

exécutions extrajudiciaires massives et ciblées de différents groupes de la population, qui équivalent à des crimes de guerres et à des crimes contre l'humanité. Je voudrais donc demander au Conseil de reconnaître ce qui se passe en Afghanistan comme un crime contre l'humanité.

Tous les habitants de l'Afghanistan ont un besoin immédiat de nourriture. La question n'est pas de savoir s'il s'agit de 24 millions ou de 30 millions de personnes ; toute la population afghane a immédiatement besoin de nourriture et d'aide humanitaire, car un rude hiver se profile à l'horizon.

Les Taliban ont une bonne répartition du pouvoir. Ils prétendent avoir augmenté leurs recettes intérieures. Ils paient leurs soldats avec les recettes intérieures qu'ils ont collectées, et ils veulent que le reste de la communauté internationale nourrisse la population afghane. Il n'y a de leur part aucune responsabilité devant le peuple.

Que se passe-t-il ensuite ? Qu'en est-il de maintenant ? Il est grand temps que le Conseil identifie et désigne les individus impliqués dans ces atrocités. Une telle mesure peut-elle pousser les Taliban à changer de cap ? Nous pensons que oui. Il serait en effet judicieux que le Conseil élargisse et renforce les sanctions contre les personnalités concernées parmi les Taliban, entre autres mesures nécessaires pour inciter le groupe à renoncer à la violence et à s'engager dans un dialogue et des pourparlers réels afin de progresser sur la voie de la paix authentique que souhaite la communauté internationale et, surtout, que mérite le peuple afghan.

Je demande au Conseil de lancer et de faciliter un mécanisme plus fort à l'appui d'un dialogue politique. Aujourd'hui, des millions de regards sont tournés vers le Conseil et attendent sa décision. La violence n'a pas sa place. La seule solution à la question de l'Afghanistan réside dans un dialogue politique. Les Taliban croient que leur pouvoir est un don de Dieu, de telle sorte qu'ils ne voient pas le besoin d'un dialogue politique. Nous devons collectivement user de tout le poids que nous avons, à supposer que nous en ayons le moindre, sur les Taliban pour les amener à s'engager sincèrement et véritablement en faveur du dialogue et d'un processus de paix.

Ce poids repose sur un engagement, qui passe par des concessions. J'aimerais demander à toutes les personnes ici présentes ce qu'elles ont gagné l'an dernier à interagir avec les Taliban. Il faut être clair sur un point : nous sommes en faveur du dialogue, mais seulement sur

la base de conditions claires, s'agissant notamment du financement et de la reconnaissance. Tout cela doit se faire en échange d'une souplesse considérable de la part des Taliban.

Un Afghanistan sûr et stable qui puisse accueillir tous ses citoyens est dans l'intérêt de nos voisins, de la région entière et de la sécurité mondiale. Ne nous laissons pas prendre au piège du discours que les Taliban ont créé, à savoir qu'eux-mêmes seraient la seule réalité pour l'Afghanistan, et les seuls à combattre les autres groupes extrémistes militaires. En vérité, aucun groupe extrémiste militaire ne peut en démanteler un autre ; seul le peuple afghan, y compris ses femmes courageuses dans leur longue lutte, peut démanteler tous les groupes extrémistes militaires. Je demande donc au Conseil d'être aux côtés du peuple afghan, en particulier les femmes. En fait, contrairement à ce que les Taliban prétendent, leur retour encourage beaucoup de groupes extrémistes militaires opérant actuellement sur le sol afghan à poursuivre leur mission.

Je dois dire que nous avons tous travaillé dur pour que le mandat de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) soit prorogé. Avec tout le respect que je leur dois, mes collègues de la MANUA n'ont pas honoré leurs engagements sur le dialogue politique et les droits humains. Il est temps pour nous tous de nous tenir du bon côté de l'histoire, avec le peuple afghan dans son combat pour rétablir l'ordre constitutionnel. Un Afghanistan sûr et pacifique peut être un partenaire fiable du monde et un endroit où tous ses citoyens soient en mesure de vivre.

La Présidente : Je remercie M^{me} Koofi de son exposé.

Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil qui souhaitent faire une déclaration.

M^{me} Juul (Norvège) (parle en anglais) : Je remercie de leurs exposés M. Potzel, Représentant spécial adjoint du Secrétaire général pour l'Afghanistan, et M^{me} Waly, Directrice exécutive de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime. Je remercie également M^{me} Fawzia Koofi de ses remarques percutantes.

Un an après la prise du pouvoir par les Taliban en Afghanistan, nombre des pires craintes du peuple afghan sont en train de devenir réalité sous nos yeux, en particulier pour les femmes et les filles. Il est donc impératif que l'ONU et d'autres organisations humanitaires puissent atteindre toutes les personnes qui ont désespérément besoin d'aide en Afghanistan,

notamment les prisonniers, les personnes déplacées et les minorités ethniques et religieuses. Dans un contexte de détérioration de la situation humanitaire, le Fonds des Nations Unies pour la population met également en garde contre les restrictions alarmantes de l'accès des femmes et des filles aux services de santé de base, dont les conséquences pourraient être catastrophiques. Les services vitaux destinés aux personnes rescapées de la violence fondée sur le genre sont limités, suite à l'élimination des procédures de signalement, des mécanismes de justice et des refuges spécialisés. Le manque d'accès aux soins de santé sexuelle et procréative et aux droits connexes un impact dévastateur sur la vie des femmes et des filles, et il faut y remédier en priorité. Par ailleurs, nous sommes vivement préoccupés par les informations faisant état d'exécutions extrajudiciaires, d'actes de torture, d'arrestations et de détentions arbitraires, et par l'impunité dont jouissent les auteurs de ces graves violations du droit international.

Nous nous faisons l'écho de l'appel lancé par le Secrétaire général aux Taliban pour qu'ils adoptent des mesures concrètes pour faire cesser et prévenir les violations et les atteintes dont sont victimes les enfants, y compris leur recrutement et leur utilisation comme combattants. Nous nous félicitons de l'ouverture récente du Centre d'analyse et de communication de Doha par la Représentante spéciale du Secrétaire général pour la question des enfants et des conflits armés et nous appuyons pleinement ses travaux concernant l'Afghanistan.

Comme l'a dit M^{me} Waly, la culture de l'opium en Afghanistan reste une source majeure de drogues illicites distribuées dans le monde entier, et il incombe aux autorités de fait de régler ce problème. Nous sommes également préoccupés par le risque que les produits de la culture et de la transformation de l'opium soient utilisés pour financer le terrorisme en Afghanistan et à l'étranger.

Depuis la prise de pouvoir par les Taliban, l'ensemble du système des Nations Unies a clairement exprimé sa détermination à rester sur place pour épauler le peuple afghan. En tant que rédacteur chargé du dossier de l'Afghanistan au Conseil de sécurité, la Norvège a également adopté une approche résolue. L'ONU et la communauté internationale doivent continuer d'appuyer le peuple afghan et, pour ce faire, nous devons dialoguer avec les autorités de fait. L'absence de dialogue, l'isolement et l'effondrement total ne sont dans l'intérêt ni du peuple afghan ni de la communauté internationale.

En mars, le Conseil a décidé de renouveler et de renforcer le mandat de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) afin de soutenir et de promouvoir la participation des femmes et l'éducation des filles ; de surveiller les atteintes et représailles commises à l'encontre des femmes, y compris à l'encontre de celles qui protègent et promeuvent les droits humains, et d'en rendre compte de façon spécifique ; et de promouvoir une gouvernance inclusive et responsable, y compris l'état de droit, autant d'éléments qui seront essentiels pour instaurer une paix et une stabilité durables en Afghanistan. Depuis mars, les tâches et les priorités dont la MANUA est chargée sont devenues encore plus vitales. Mais, au lieu de faire des progrès, nous constatons que les autorités de fait ont choisi d'intensifier l'oppression et l'exclusion. Si la responsabilité de remédier à la crise humanitaire, économique et des droits de l'homme incombe au premier chef aux autorités de fait, la MANUA est particulièrement bien placée pour aider le peuple afghan.

Aucun pays au monde ne refuse aux filles le droit de suivre un enseignement secondaire, à une exception près : l'Afghanistan. C'est une tragédie dévastatrice et évitable. Les dirigeants qui oppriment la moitié de la population du pays ne gagneront pas en légitimité, ni auprès du peuple afghan, ni auprès de la communauté internationale.

M. Agyeman (Ghana) (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord remercier de leurs exposés M. Marcus Potzel, Représentant spécial adjoint du Secrétaire général pour l'Afghanistan, et M^{me} Ghada Fathi Waly, Directrice exécutive de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime. Je remercie également M^{me} Fawzia Koofi, Ancienne Vice-Présidente du Parlement afghan, de sa contribution.

Nous prenons note du rapport du Secrétaire général (S/2022/629) et saluons la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) pour les efforts inlassables qu'elle déploie afin d'aider le peuple afghan à jeter de nouvelles bases pour une paix et un développement durables. Cependant, un an après la prise de pouvoir par les Taliban, nous constatons une augmentation inquiétante des atteintes aux droits de l'homme, une dégradation des conditions de sécurité et une détérioration de la situation humanitaire. Nous restons préoccupés par les reculs des droits des femmes et des filles, les restrictions à la liberté de réunion et d'expression, et les assassinats aveugles et ciblés, qui

ont atteint des niveaux record. Par conséquent, nous voudrions souligner les points suivants.

Premièrement, nous pensons que l'éducation est un droit fondamental qui sert également de base au développement durable dans des sociétés prospères. Nous nous associons donc aux appels lancés par l'Organisation de la coopération islamique, plusieurs conseils d'érudits musulmans et de nombreux pays islamiques pour que les Taliban lèvent les restrictions imposées aux libertés et droits fondamentaux des Afghanes, notamment l'interdiction faite aux filles de suivre un enseignement secondaire. Un Afghanistan moderne, progressiste et prospère est dans l'intérêt de toutes les parties, et nous encourageons les Taliban à considérer le rôle des femmes dans ce contexte.

Deuxièmement, les graves violations contre les enfants et les attaques contre les écoles, les hôpitaux et les infrastructures essentielles doivent cesser. Le recrutement d'enfants comme combattants et leur utilisation pour des tâches auxiliaires constituent des violations manifestes de leurs droits fondamentaux. Nous rappelons aux autorités de fait leurs obligations envers la communauté internationale, en tant que responsables actuels de l'État, et nous les exhortons à s'abstenir de tout acte inhumain qui mettrait en péril le bien-être et la sécurité des enfants afghans.

Troisièmement, nous sommes choqués, mais pas surpris, par le fait que les autorités talibanes continuent d'abriter des groupes terroristes tels que Daech, l'État islamique d'Iraq et du Levant-Khorassan et Al-Qaïda. Cette situation contredit l'engagement pris par les Taliban de lutter contre le terrorisme et fragilise davantage la sécurité du pays et de la région. Nous rappelons aux autorités de fait leurs responsabilités étatiques et les conséquences de ces actions au regard du droit international.

Quatrièmement, nous condamnons la poursuite des exécutions extrajudiciaires et très médiatisées, des arrestations, des tortures, des mauvais traitements et des autres violations visant d'anciens responsables gouvernementaux et des membres des Forces nationales de défense et de sécurité afghanes. Les Taliban doivent déployer des efforts sincères pour parvenir à la réconciliation dans le prolongement de l'amnistie générale qu'ils ont annoncée en août 2021. Ces efforts doivent être étayés par la libération de tous les civils qui sont arbitrairement détenus par divers membres et groupes talibans sur la base d'accusations d'infractions morales ou religieuses.

Malgré ces quatre préoccupations, nous saluons avec un optimisme prudent la décision des autorités de fait de faciliter le retour des Afghans de l'étranger, y compris d'anciens responsables gouvernementaux et de personnalités politiques, et la volonté de leur fournir des garanties de sécurité et des possibilités d'emploi limitées. Nous notons également les récents échanges diplomatiques entre les autorités de fait et les pays de la région, axés sur la sécurité régionale et des frontières, la lutte contre le terrorisme, le trafic de drogue, les droits des femmes, l'éducation des filles et la gouvernance inclusive.

Nous nous félicitons tout particulièrement de la réunion des conseillers à la sécurité nationale des pays de la région, au cours de laquelle les participants ont encouragé les autorités de fait à créer des structures politiques inclusives, à poursuivre une politique intérieure et étrangère durable, à garantir le respect des normes du droit international, à promouvoir une gouvernance inclusive et le respect des droits humains, en particulier les droits des femmes et notamment le droit des filles à l'éducation, et à prendre des mesures pour prévenir un éventuel vide sécuritaire en Afghanistan.

Avant de conclure, nous encourageons les donateurs à accroître leur appui pour remédier au déficit qui empêche de répondre aux besoins humanitaires en Afghanistan, lesquels ont été aggravés par un repli économique marqué et par l'association dévastatrice de décennies de conflit, de risques naturels récurrents, d'une vulnérabilité persistante et des récents tremblements de terre.

Enfin, nous demandons instamment aux autorités de facto de se concentrer à titre prioritaire sur des questions telles que l'éducation des filles, la suppression des restrictions imposées aux femmes, l'atténuation de la pauvreté et l'amélioration des conditions économiques et commerciales, qui représentent les attentes légitimes des populations gouvernées vis-à-vis de ceux qui cherchent à gouverner.

M^{me} Kamboj (Inde) (*parle en anglais*) : On me permettra de saluer et de remercier les intervenants de leurs exposés sur la situation en Afghanistan.

L'Inde est profondément préoccupée par l'évolution de la situation humanitaire en Afghanistan. Face aux besoins du peuple afghan et aux appels urgents lancés par l'ONU, l'Inde a envoyé ces derniers mois plusieurs cargaisons d'aide humanitaire à l'Afghanistan, soit 40 000 tonnes de blé, 36 tonnes de médicaments

essentiels, 500 000 doses de vaccins contre la maladie à coronavirus (COVID-19) et 28 tonnes de secours d'urgence. Ces envois ont été remis à l'hôpital pour enfants Indira Gandhi de Kaboul, à la société du Croissant-Rouge afghan et aux organismes spécialisés des Nations Unies, notamment le Programme alimentaire mondial et le Bureau de la coordination des affaires humanitaires. Dans le but de suivre de près et de coordonner les efforts des différentes parties prenantes aux fins d'un acheminement efficace de l'aide humanitaire, et dans la continuité de notre engagement auprès du peuple afghan, une équipe technique indienne a également été déployée dans notre ambassade à Kaboul.

Comme toujours, notre approche en ce qui concerne l'Afghanistan sera guidée par notre amitié historique et nos relations privilégiées avec le peuple afghan. Je voudrais donc saisir cette occasion pour redire notre ferme conviction que l'assistance humanitaire doit être fondée sur les principes de neutralité, d'impartialité et d'indépendance. L'aide humanitaire doit être fournie sans discrimination et être accessible à tous les Afghans. En particulier, l'aide doit parvenir en priorité aux plus vulnérables, notamment les femmes, les enfants et les minorités.

Pays voisin et partenaire de longue date de l'Afghanistan, l'Inde a un intérêt direct à ce que la paix et la stabilité soient rétablies dans ce pays. Notre approche est guidée par les attentes de la communauté internationale, telle qu'énoncées dans la résolution 2593 (2021) et réitérées dans les déclarations ultérieures du Conseil de sécurité. Il s'agit notamment de veiller à ce que le territoire afghan ne soit pas utilisé pour lancer des attaques terroristes contre d'autres pays, de former un gouvernement véritablement inclusif et représentatif, de lutter contre le terrorisme et le trafic de drogues et de préserver les droits des femmes, des enfants et des minorités.

L'Inde suit de près les conditions de sécurité en Afghanistan et se mobilise activement auprès de la communauté internationale sur les questions ayant trait à l'Afghanistan. Nous condamnons avec force l'attaque qui a visé le Gurudwara Dashmesh Pita Sahibji à Kaboul le 18 juin. Les attaques terroristes contre les lieux de culte d'une communauté minoritaire et le fait de prendre pour cible la population civile innocente demeurent une source de grave préoccupation. La récente attaque menée devant l'ambassade de Russie est tout aussi condamnable.

Notre approche collective a été énoncée dans la résolution 2593 (2021), qui exige sans équivoque que

le territoire afghan ne soit pas utilisé pour abriter ou entraîner des terroristes ou pour planifier ou financer des actes terroristes, et qui évoque spécifiquement les personnes et entités désignées comme terroristes par le Conseil de sécurité, notamment Lashkar-e-Tayyiba et Jaish-i-Mohammed. L'Inde prend note du rôle utile que joue l'ONU.

Le trafic de drogue est une autre menace pour la région. Nous avons récemment saisi d'importantes cargaisons de drogue au large de nos eaux territoriales et dans nos ports. Comme vient de le dire M^{me} Ghada Fathi Waly, les rapports publiés par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime sont véritablement préoccupants. Les acteurs du trafic de drogue et les terroristes entretiennent une relation symbiotique. C'est là un autre domaine dans lequel nous devons coopérer étroitement et nous concerter pour mettre en place des réseaux plus efficaces et plus efficients qui nous permettent d'agir avec fermeté contre ces réseaux illégitimes. Ces réseaux et groupes fonctionnent d'une manière qui doit être comprise, identifiée, suivie et, en définitive, perturbée. Nous devons renforcer davantage cette coopération.

Sur le plan politique, l'Inde continue de plaider pour que le pouvoir politique en Afghanistan soit représentatif de toutes les composantes de la société afghane. Un gouvernement largement ouvert, inclusif et représentatif est nécessaire pour une paix et une stabilité de long terme en Afghanistan.

La paix et la sécurité de ce pays sont une nécessité absolue que nous devons collectivement nous efforcer de concrétiser. L'Inde continuera de faire sa part des efforts requis pour atteindre cet objectif. Les intérêts de la population afghane resteront au cœur de notre action en Afghanistan.

M. Mythen (Irlande) (*parle en anglais*) : Je remercie à mon tour de leurs exposés le Représentant spécial adjoint Marcus Potzel, la Directrice exécutive Ghada Fathi Waly et M^{me} Fawzia Koofi.

L'Irlande souhaite à M^{me} Koofi une chaleureuse bienvenue à la table du Conseil de sécurité. Elle participe à la séance d'aujourd'hui en qualité de dirigeante politique afghane qui fait entendre une voix cruciale pour la démocratie, les droits humains et l'état de droit. Elle représente également aujourd'hui toutes les Afghanes qui se sont vu priver du droit de mener une vie publique active par les Taliban.

Chaque jour nous parviennent d'Afghanistan des informations faisant état de la répression menée par les Taliban, de raids nocturnes, d'exécutions extrajudiciaires et de torture. Nous apprenons que des défenseurs des droits humains, des journalistes et des professionnels des médias sont délibérément pris pour cible. À cela vient s'ajouter le fait que des terroristes, qui opèrent sans que leur circulation soit le moins du monde entravée, s'en prennent aux civils, aux lieux de culte, aux écoles et aux marchés.

L'Irlande condamne avec la plus grande fermeté le fait que les Taliban recourent aux châtiments collectifs contre la communauté Hazara. Nous déplorons les punitions inhumaines et dégradantes infligées par les Taliban pour de prétendues infractions morales.

Les femmes continuent de faire les frais de l'emprise des Taliban. Elles sont effacées de la vie publique, se voient refuser l'accès aux soins de santé si elles ne sont pas accompagnées d'un *mahram* ou chaperon masculin, sont interdites d'entrer à l'université et exclues du marché du travail. La manière dont elles coiffent ou couvrent leurs cheveux est prétexte à menaces et maltraitances. Il est inquiétant que les femmes soient toujours plus prises pour cible, alors que le Conseil de sécurité n'a cessé de condamner cette pratique au cours de l'année écoulée. Il y a quelque 370 jours, les Taliban ont fermé la porte de l'école au nez d'une génération de filles en Afghanistan, les privant ainsi de leur droit à l'éducation et de toute possibilité d'apprendre, de réaliser leur plein potentiel et de contribuer à l'avenir de leur pays.

Ces tactiques abusives et oppressantes ne servent qu'à souligner ce que nous savons déjà. Les Taliban ne sont capables de garder le pouvoir et de consolider leur emprise qu'aux dépens des minorités et sur le dos des femmes et des filles en Afghanistan. Les Taliban sont seuls à l'origine de ce régime de répression. Les Taliban sont seuls à pouvoir revenir sur ces préjugés.

À l'approche de l'hiver, la situation humanitaire en Afghanistan continue de se dégrader. Les dernières informations relayées par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires sur la faim induite par les conflits étaient claires : l'Afghanistan s'apprête à connaître des niveaux alarmants d'insécurité alimentaire, sous l'effet de chocs économiques aggravés par les changements climatiques, la violence persistante et les bouleversements politiques.

Cette crise humanitaire prolongée a eu des effets dévastateurs sur les familles et les communautés dans

tout le pays. Leur capacité à faire face est épuisée, et leurs besoins se multiplient. La communauté internationale va devoir fournir un appui constant. Nous exhortons les donateurs à rester mobilisés en faveur de cette action humanitaire urgente. Cela étant, un appui humanitaire ne saurait suffire. La communauté internationale doit chercher des moyens constructifs de fournir davantage d'aide aux Afghans pour répondre à leurs besoins fondamentaux, ce qui contribuera à renforcer la résilience et à prévenir l'aggravation des crises.

Dans ce contexte de crise, les attaques et les actes d'intimidation et d'agression des Taliban contre les femmes et les travailleurs humanitaires sont complètement répréhensibles. Ces actes ont fait perdre leurs emplois à des femmes compétentes, les privant du pouvoir de travailler et de subvenir aux besoins de leurs familles. Ils empêchent également de nombreux foyers, en particulier les ménages dirigés par des femmes, de recevoir l'aide dont ils ont désespérément besoin. Les agissements des Taliban paralysent la capacité des organismes des Nations Unies et des organisations non gouvernementales de fournir une aide vitale et propre à assurer la survie. L'Irlande condamne pleinement ces actes insensés. Nous appelons de nouveau les Taliban à garantir un accès humanitaire sans entrave ainsi que la sûreté et la sécurité des travailleurs humanitaires.

Nous pouvons et devons amener les Taliban à répondre de leurs actes. Comme cela a été expliqué clairement aujourd'hui, les mesures que prennent les Taliban en Afghanistan contre le peuple afghan et les Afghanes en particulier compromettent la paix et la sécurité. Il nous incombe donc, en tant que membres du Conseil de sécurité, de réagir, de dénoncer les atteintes et les violations et d'insister sur l'instauration d'un dialogue constructif afin de déterminer la marche à suivre dans le cadre de négociations. Tous les Afghans doivent être associés à ce processus et les Afghanes doivent être assises à la table et participer sur un pied d'égalité. Nous avons la responsabilité de prendre des mesures contre les Taliban lorsque cela s'avère nécessaire et de ne pas garder le silence face à la réalité dévastatrice en Afghanistan. C'est en cela que consiste notre mandat, et le Conseil doit se montrer à la hauteur.

M. Geng Shuang (Chine) (*parle en chinois*) : Je remercie de leurs exposés M. Potzel, Représentant spécial adjoint du Secrétaire général, et M^{me} Waly, Directrice exécutive de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC). J'ai également écouté attentivement la déclaration de M^{me} Koofi.

Ces 20 dernières années, l'Afghanistan a connu bien des vicissitudes et des difficultés. Ses efforts pour parvenir à la paix et au développement ont pris de nombreux détours et se sont heurtés à de nombreuses écueils. Les Afghans ordinaires souffrent énormément et sont confrontés à d'énormes difficultés. Le retrait hâtif des forces étrangères en août de l'année dernière a mis fin à 20 années de guerre. L'Afghanistan est entré dans une nouvelle phase de relèvement, de guérison et de reconstruction pacifique.

L'histoire des 20 dernières années a prouvé une fois de plus que les interventions militaires et les modèles extérieurs ne marchent pas, et que l'avenir de l'Afghanistan ne peut être déterminé que par les Afghans eux-mêmes, qui doivent prendre leur destin en main. La communauté internationale, y compris l'ONU, doit tirer des enseignements de ces deux décennies et ne pas se contenter de parler d'un processus dirigé et contrôlé par les Afghans, mais plutôt garder cette idée à l'esprit et la mettre en pratique. La communauté internationale doit continuer d'entretenir des relations pragmatiques avec le Gouvernement afghan intérimaire, interagir avec lui de manière constructive, le conseiller avec patience, renforcer la confiance et l'entente mutuelles et l'aider à mettre en place une gouvernance inclusive et modérée. Il n'est pas constructif de continuer de montrer du doigt le Gouvernement intérimaire, de faire pression sur lui ou d'instrumentaliser la question des dérogations à l'interdiction de voyager pour influencer sur les négociations. Cela ne fait que rétrécir l'espace de dialogue et aggraver les antagonismes et les divergences. Nous espérons que les membres concernés reconsidéreront leurs positions et feront preuve de souplesse.

Alors que l'hiver approche à grands pas, les crises humanitaire et économique en Afghanistan ne manqueront pas de s'aggraver. La communauté internationale doit avoir pour priorité la plus urgente d'aider l'Afghanistan à atténuer la crise humanitaire et à stabiliser son économie. Elle ne doit pas politiser les questions humanitaires et économiques ni relier l'aide humanitaire et le développement économique à d'autres questions politiques.

Le droit des Afghanes, femmes et des filles, à recevoir une éducation et à avoir accès à l'emploi doit être garanti. Nous comptons sur les autorités afghanes pour redoubler d'efforts à cette fin et répondre aux préoccupations de la communauté internationale. Dans le même temps, la protection des droits et des intérêts des Afghanes, femmes et des filles, signifie également

qu'elles doivent recevoir une aide humanitaire absolument nécessaire pour que les femmes et les enfants aient accès à des produits de première nécessité, notamment des vivres et des vêtements. Dans ce contexte, les avoirs afghans gelés à l'étranger doivent être utilisés au plus vite pour améliorer la vie des Afghans et promouvoir la reconstruction économique. À la lumière des faits nouveaux récents et de la déclaration de la Banque centrale de l'Afghanistan, nous appelons à la pleine restitution des avoirs gelés au peuple afghan dans les plus brefs délais afin qu'ils soient utilisés pour atténuer la crise humanitaire et la souffrance du peuple afghan.

Les questions relatives à la sécurité, à la lutte contre le terrorisme, à la lutte contre les stupéfiants et aux réfugiés auxquelles le pays est confronté sont interconnectées et nécessitent de mettre en place une approche globale pour être réglées dans leur intégralité. Nous espérons que les Taliban afghans honoreront sincèrement leurs engagements, couperont pleinement leurs liens avec tous les groupes terroristes et collaboreront avec la communauté internationale pour lutter résolument contre Daech, le Mouvement islamique du Turkestan oriental et les autres groupes terroristes afin d'empêcher que l'Afghanistan ne redevienne une plaque tournante du terrorisme.

Les efforts que déploie le Gouvernement afghan intérimaire pour lutter contre la culture du pavot doivent être encouragés et la communauté internationale doit appuyer activement l'action menée par l'Afghanistan pour développer d'autres cultures et éliminer pleinement les sources de drogues. À long terme, toutes les parties devront aider l'Afghanistan à rétablir son marché intérieur, à s'intégrer à la coopération et à la connectivité régionales, à éliminer totalement les causes profondes des troubles et à s'engager dans la voie d'une paix et d'un développement durables.

Les pays adjacents de l'Afghanistan et ses autres voisins fournissent depuis longtemps un appui actif au processus de paix afghan et déploient des efforts considérables à cette fin. Le sommet des dirigeants de l'Organisation de Shanghai pour la coopération tenu ce mois à Samarkand, en Ouzbékistan, est parvenu à un consensus important sur l'Afghanistan, soulignant la nécessité de l'aider à construire un pays indépendant, neutre, unifié, démocratique et pacifique et à éliminer le terrorisme, la guerre et la drogue. La Chine se réjouit à la perspective de collaborer avec la Russie, le Pakistan, l'Iran et d'autres pays de la région pour continuer de mettre pleinement à contribution le Groupe de contact

sur l'Afghanistan de l'Organisation de Shanghai pour la coopération, le mécanisme de coordination et de coopération entre les voisins de l'Afghanistan, et les autres plateformes pour apporter des contributions inédites au maintien de la paix et de la stabilité en Afghanistan.

Nous souhaitons que l'ONU joue un rôle important dans la reconstruction pacifique de l'Afghanistan et espérons que la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan s'acquittera activement de son mandat et créera des synergies avec les initiatives internationales et régionales. La Chine continuera de fournir une aide à l'Afghanistan dans la limite de ses capacités par des voies bilatérales et multilatérales, et fournira une aide concrète et tangible au peuple afghan pour lui apporter chaleur et espoir.

Dame Barbara Woodward (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Je m'associe aux autres orateurs pour remercier le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général, M. Potzel, la Directrice exécutive, M^{me} Waly, et M^{me} Koofi de leurs exposés qui donnent à réfléchir. Mes remerciements vont aussi à la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) et au Secrétaire général pour son rapport trimestriel (S/2022/692).

Comme nous l'avons entendu, près de 60 % de la population afghane ont officiellement besoin d'aide humanitaire, mais le véritable besoin est beaucoup plus important. La Banque mondiale prévoit que le produit intérieur brut du pays aura diminué d'un tiers d'ici la fin de l'année, et les Taliban continuent d'imposer des restrictions aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales. Je ne saurais parler avec plus d'éloquence que Fawzia Koofi des restrictions à la liberté de circulation des femmes et des filles et de l'exclusion politique, économique, éducative et sociale dont elles font l'objet. L'UNICEF estime que l'interdiction faite aux filles d'aller à l'école a coûté au moins 500 millions de dollars à l'économie afghane durant l'année écoulée, mais le coût humain que cela entraîne pour chacune de ces filles afghanes est incalculable.

Certains membres du Conseil semblent déterminés à politiser la crise en Afghanistan. Je pense que leurs assertions ne sont ni exactes ni utiles. Le Royaume-Uni a fourni 306 millions de dollars d'aide humanitaire et au développement pour l'Afghanistan durant l'exercice écoulé et s'est engagé à verser 306 millions de dollars supplémentaires durant l'exercice en cours. Nous sommes le deuxième donateur au fonds d'affectation spéciale pour la reconstruction de l'Afghanistan de la Banque mondiale, et nous continuerons de travailler

avec cette dernière, le Fonds monétaire international et d'autres acteurs à la stabilisation économique du pays.

Nous sommes conscients de l'importance de rétablir les liquidités du système bancaire, notamment de disposer d'une Banque centrale opérationnelle qui soit capable d'accéder aux réserves extérieures de l'Afghanistan. Pour cela, il faut une Banque centrale indépendante, fonctionnant en toute transparence, dotée d'une direction compétente et qui procède aux contrôles voulus pour empêcher que les fonds ne soient détournés à des fins terroristes. Demander que les réserves soient simplement restituées avant que ces mesures indispensables n'aient été prises n'est ni responsable ni compatible avec un véritable engagement à mettre fin au financement du terrorisme.

L'aide humanitaire et financière peut aider, mais elle ne permettra pas de régler les problèmes de l'Afghanistan si les éléments constitutifs de la stabilité ne sont pas en place. Pour ce faire, les Taliban doivent faire respecter les droits humains, et non les réprimer, permettre un accès humanitaire sans entrave et tenir les engagements pris en matière de lutte contre le terrorisme dans l'accord de Doha. Les Taliban doivent assumer la responsabilité de la stabilisation de l'économie. Cela signifie qu'ils doivent créer un environnement propice à un accroissement des investissements, notamment en garantissant la transparence des recettes et du budget et en permettant aux femmes, qui représentent la moitié de la population, de contribuer à l'activité économique.

Je saisis cette occasion pour saluer la nomination de la Représentante spéciale Otunbayeva. Il est capital pour l'avenir de l'Afghanistan que les Taliban coopèrent avec elle et avec l'ONU, et nous demandons instamment à tous les membres du Conseil de l'appuyer dans l'exécution du mandat essentiel de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan.

M^{me} Buenrostro Massieu (Mexique) (*parle en espagnol*) : Je remercie de leurs exposés courageux et importants M. Potzel, Représentant spécial adjoint du Secrétaire général pour l'Afghanistan, M^{me} Waly, Directrice exécutive de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, et M^{me} Koofi.

J'aborderai deux questions d'une importance capitale, sur lesquelles les Taliban avaient fait des promesses à la communauté internationale, qu'ils n'ont manifestement pas tenues.

La première question porte sur la situation des femmes et des filles. Les rapports récents du Secrétaire

général et de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) confirment la régression des droits des femmes et des filles en Afghanistan. Cette régression est visible dans l'exclusion totale des femmes de la vie politique, dans les difficultés qu'elles rencontrent pour accéder à la justice ou pour renouveler leurs permis de travail et leurs autorisations d'exercer, et dans les obstacles auxquels elles se heurtent pour bénéficier de services de base tels que la santé et l'éducation. À cet égard, nous demandons une fois encore l'annulation de la décision d'interrompre l'enseignement secondaire pour les filles. Les effets néfastes de cette décision les ont rendues vulnérables au travail forcé et au mariage précoce.

La deuxième question porte sur la lutte contre le terrorisme. Bien que le Conseil de sécurité ait été parfaitement clair sur le fait que la lutte contre ce fléau est une priorité, des groupes terroristes continuent à opérer en Afghanistan, et des liens directs entre Al-Qaïda et les Taliban sont signalés. Rien qu'au cours des dernières semaines, plusieurs attentats, dont un visant une représentation diplomatique russe à Kaboul, ont fait des dizaines de morts et de blessés, et nombre de ces attentats visaient des minorités. Le Mexique réaffirme que le territoire afghan ne peut redevenir une base d'opérations pour les activités terroristes ou un refuge pour les terroristes.

La reprise économique est indispensable pour un Afghanistan stable. Le Mexique estime que la priorité doit être donnée au développement économique, sans pour autant négliger les efforts de protection des droits humains et de lutte contre le terrorisme.

Les effets de la ségrégation des femmes sont clairs : l'UNICEF estime que le fait de priver les filles de l'enseignement secondaire a entraîné des pertes d'au moins 500 millions de dollars pour l'économie afghane au cours des 12 derniers mois. La Banque mondiale prévoit une contraction du produit intérieur brut d'un tiers au cours de la période comprise entre la fin 2020 et la fin d 2022.

Dans ce contexte, comment les Taliban peuvent-ils demander l'appui de la communauté internationale pour relancer l'économie afghane alors qu'ils font obstacle à la participation des femmes à la vie économique ? Face à l'ampleur des besoins humanitaires, le peuple afghan ne peut se passer de la précieuse et essentielle contribution économique des femmes.

Par ailleurs, nous saluons l'importante action menée par les États de la région, et nous les invitons instamment à user de leur influence pour permettre des progrès dans la stabilisation de l'Afghanistan.

La communauté internationale a également démontré sa volonté de fournir un appui à l'Afghanistan, tant sur le plan humanitaire qu'en ce qui concerne l'adaptation du mandat de la MANUA. Il est donc temps que les Taliban lui répondent, en respectant les droits de plus de 20 millions de femmes et de filles qui vivent enfermées dans leurs maisons et en protégeant la population contre le fléau du terrorisme.

Je voudrais conclure mon intervention en saluant l'action menée par la MANUA et les fonds, programmes et organismes sur le terrain. Je tiens à souligner l'important travail entrepris par la Mission en matière de lutte contre le commerce illicite des armes légères et de petit calibre, conformément à son mandat. Nous espérons que cela contribuera à atténuer les conséquences négatives de ces armes dans la région.

M. Kiboino (Kenya) (*parle en anglais*) : Qu'il me soit permis de m'associer aux autres orateurs et oratrices pour remercier de leurs exposés de ce matin le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général pour l'Afghanistan, M. Markus Potzel, la Directrice exécutive de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDD), M^{me} Ghada Fathi Waly, et l'ancienne Vice-Présidente du Parlement afghan, M^{me} Fawzia Koofi.

Au cours de l'année écoulée, un large consensus s'est dégagé sur la nécessité de remédier à la situation en Afghanistan. Ce qu'il faut maintenant, c'est prendre des mesures énergiques. Pour mettre en œuvre nos approches, nous devons procéder à un examen approfondi des défis rencontrés, des progrès réalisés et de la manière dont nous pouvons mieux collaborer, et plus efficacement, avec toutes les parties prenantes concernées.

Les difficultés auxquelles l'Afghanistan est confronté sur les plans économique, humanitaire et de la sécurité demeurent une préoccupation urgente. Elles doivent être surmontées dans le cadre d'efforts concertés. Ces difficultés exigent également des Taliban qu'ils s'engagent dans un dialogue franc et fassent montre de souplesse, en vue d'améliorer les moyens de subsistance des millions d'Afghans.

Par ailleurs, les Taliban doivent prendre de toute urgence des mesures pour unifier le pays, notamment en formant un gouvernement inclusif qui représente les intérêts de toutes les différentes communautés ethniques

et des groupes vulnérables, y compris les femmes, les jeunes et les personnes handicapées.

Les conditions de sécurité sont très préoccupantes. Le mois d'août, qui a été marqué par une série d'attentats perpétrés par l'État islamique d'Iraq et du Levant-Khorassan, par des affrontements récurrents avec les forces d'opposition et par la présence continue de groupes terroristes étrangers, a été un des mois les plus meurtriers. Les Taliban ont l'obligation de veiller à ce que le territoire afghan ne devienne pas un refuge où les groupes terroristes pourraient mener leurs activités odieuses. Par conséquent, ils doivent prendre des mesures concrètes pour faire face à ces menaces.

L'hiver approchant à grands pas, les besoins matériels, déjà immenses, ne manqueront pas d'augmenter. Nous encourageons tous les donateurs à augmenter leur aide. Cependant, alors même que nous répondons aux préoccupations humanitaires, il est urgent d'envisager des solutions à long terme et des approches pragmatiques, notamment des investissements dans une agriculture résistante aux changements climatiques pour améliorer la sécurité alimentaire et l'autosuffisance alimentaire.

La décision prise le 3 avril par les Taliban d'interdire la culture de l'opium est une mesure positive. Nous nous félicitons des efforts déployés par l'ONUDD et encourageons les autres organismes des Nations Unies et les partenaires internationaux compétents à appuyer ces efforts, en particulier ceux visant à fournir aux agriculteurs les ressources et les capacités nécessaires pour cultiver des cultures de substitution.

La question de la gestion des avoirs afghans gelés reste controversée. Nous exhortons toutes les parties prenantes à œuvrer de concert pour mettre en place les mécanismes et les cadres appropriés afin de permettre le décaissement de ces fonds de manière à relancer l'économie en difficulté.

Comme M^{me} Fawzia Koofi l'a indiqué aujourd'hui, aucun progrès tangible n'a été réalisé en ce qui concerne les restrictions abominables imposées aux femmes en Afghanistan. Il est donc regrettable qu'un an plus tard, les filles afghanes ne puissent toujours pas suivre un enseignement secondaire et que les femmes se voient refuser la possibilité de travailler et de contribuer à juste titre au développement de leur pays. Nous devons tous exiger des Taliban qu'ils fassent ce qui s'impose : accorder aux filles le droit à l'éducation et intégrer les

femmes dans l'économie en leur donnant la possibilité de travailler.

Pour terminer, je répète que, s'ils souhaitent et espèrent recevoir une forme quelconque de respect et de reconnaissance à l'échelle internationale, les Taliban doivent prendre au sérieux leurs obligations dans tous les domaines, qu'il s'agisse de garantir le droit des femmes et des filles à l'éducation et aux possibilités d'emploi rémunéré, d'unifier le pays au moyen d'une gouvernance inclusive ou de lutter contre le terrorisme. Le Kenya se félicite de la nomination de M^{me} Roza Otunbayeva en tant que nouvelle Représentante spéciale du Secrétaire général pour l'Afghanistan et Cheffe de la MANUA et est prêt à travailler en collaboration avec elle et son équipe. Je réaffirme la solidarité du Kenya avec le peuple afghan et sa volonté d'appuyer tous les efforts visant à garantir sa sécurité et son bien-être.

M^{me} Koumba Pambo (Gabon) : Je remercie le Représentant spécial adjoint, Markus Potzel, et la Directrice exécutive de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, Ghada Fathi Waly, pour leurs exposés sur la situation en Afghanistan. Nous avons suivi avec intérêt la présentation de M^{me} Fawzia Koofi, représentante de la société civile.

Les exposés que nous venons de suivre nous rappellent la gravité de la situation politique, sécuritaire et humanitaire en Afghanistan, dont les conséquences ont un impact sur la paix et la sécurité dans l'ensemble de la région et au-delà. À ce titre, mon pays réitère son appel aux autorités afghanes pour plus d'ouverture. Des mécanismes d'inclusion et de représentation au sein de l'administration sont indispensables pour apaiser le climat politique et social.

Nous renouvelons notre appel à l'endroit des Taliban pour qu'ils mettent fin aux restrictions des libertés des femmes et des filles et aux violations de leurs droits durement acquis. L'accès à l'éducation des filles, notamment aux études secondaires, doit pouvoir être garanti. Le droit à l'éducation est un droit fondamental inaliénable. Nous appelons à cet effet les détenteurs du pouvoir à remettre les femmes au centre de la vie politique et socioéconomique du pays en leur facilitant l'accès à tous les domaines et secteurs d'activités.

Sur le plan sécuritaire, l'expansion du trafic de stupéfiants et l'intensification des attaques terroristes de l'État islamique d'Iraq et du Levant-Khorassan de ces derniers mois, ajoutées aux affrontements fréquents entre l'opposition et les forces de sécurité, ainsi que la

présence de forces étrangères sur le territoire afghan, sont autant d'éléments d'inquiétude. Nous condamnons le recours à la terreur et l'utilisation d'engins explosifs improvisés contre les populations civiles, notamment les enfants. Nous nous faisons l'écho de l'appel du Secrétaire général en faveur d'un dialogue de bonne foi, tout en appelant à la protection des populations civiles et au respect du droit international humanitaire.

S'agissant justement de la situation humanitaire, elle est des plus alarmantes. L'insécurité alimentaire a atteint un niveau préoccupant. Alors que la saison hivernale approche, il est urgent que le plan d'intervention humanitaire soit effectif pour porter assistance aux Afghans les plus vulnérables. Les conséquences des changements climatiques aggravent cette situation et ravivent l'urgence d'agir afin d'éviter une catastrophe humanitaire. À cet effet, nous appelons les donateurs à poursuivre leur élan de solidarité en contribuant davantage au plan d'intervention humanitaire.

Pour conclure, nous réitérons l'exigence d'un dialogue entre les forces vives afghanes et encourageons la communauté internationale à maintenir ses efforts en faveur de la stabilité et d'une paix durable en Afghanistan. Enfin, je voudrais réaffirmer notre plein soutien à la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan pour son travail remarquable sur le terrain.

M. de Almeida Filho (Brésil) (*parle en anglais*) : Je tiens tout d'abord à remercier les intervenants d'aujourd'hui : M. Markus Potzel, M^{me} Ghada Fathi Ismail Waly et M^{me} Fawzi Koofi. Je me félicite également de la participation à la présente séance des délégations afghane, iranienne, kirghize et pakistanaise.

Le Brésil salue les activités très importantes menées par la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) et maintient son engagement ferme à respecter et à appuyer son mandat en faveur d'un avenir plus solidaire, plus stable et plus prospère pour tous les citoyens afghans. Le dernier rapport en date du Secrétaire général sur la situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales (S/2022/692) met en lumière un certain nombre d'évolutions positives, dont nous prenons note avec satisfaction. Il s'agit notamment du retour d'anciens responsables gouvernementaux et de personnalités politiques de l'étranger, de la concertation accrue entre les ministres de fait et les autorités locales et groupes de citoyens, tels que les chefs tribaux, la société civile et les médias, et de la diminution du nombre total d'atteintes

à la sécurité liées au conflit et de victimes civiles par rapport à la même période en 2021.

Néanmoins, le rapport soulève aussi des préoccupations qui ont de quoi inquiéter concernant l'instauration d'une paix et d'une unité durables dans le pays. Au premier rang de ces préoccupations, il y a les allégations d'exécutions extrajudiciaires, d'actes de torture et d'autres formes de violations des droits humains commises par les forces de sécurité de fait, ainsi que les menaces, les arrestations et les détentions arbitraires de militants des droits humains, de journalistes et de professionnels des médias. Nous sommes particulièrement préoccupés par ce que dit le rapport en ce qui concerne les difficultés persistantes des Afghanes, qui font encore l'objet de politiques discriminatoires qui compromettent leur avenir et sont en totale contradiction avec les lois internationales pertinentes, notamment la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Dans le même ordre d'idées, les droits des femmes et des filles doivent être entièrement respectés et leur présence dans la vie publique doit être garantie si l'Afghanistan veut s'engager sur une voie durable.

En outre, il est évident que l'administration de facto n'a pas pris de mesures sincères et constructives pour protéger les droits du peuple afghan et mettre en place des structures de gouvernance plus inclusives et plus représentatives. Face à un tel scénario, nous devons renouveler notre appel à l'administration de facto pour qu'elle respecte les engagements qu'elle a pris et qu'elle forme un gouvernement inclusif, avec une participation adéquate des femmes et des minorités ethniques et religieuses.

Le Brésil exhorte également les autorités de facto à promouvoir et protéger les droits de l'homme de la population afghane afin de lutter de manière énergique contre les violations inacceptables mentionnées dans le rapport du Secrétaire général.

Enfin, nous tenons à rappeler que toute interdiction de voyager visant les dirigeants de facto doit faire l'objet d'une évaluation approfondie. Les empêcher d'échanger avec leurs homologues étrangers pourrait s'avérer contre-productif, et il est donc peu probable que cela contribue à modérer certaines des positions radicales du régime.

La viabilité de l'Afghanistan en tant que nation pleinement intégrée parmi ses voisins et au sein de la communauté internationale dépend également de

l'adoption de politiques de développement à long terme capables de faire sortir le pays des restrictions et des incertitudes associées à l'aide humanitaire et aux secours d'urgence. Pour cette raison, nous renouvelons notre appel au dégel de tous les avoirs des institutions financières afghanes.

Nous rappelons également notre politique d'octroi de visas humanitaires aux Afghans menacés par la crise dans leur pays, l'accent étant mis en particulier sur les femmes et les filles. À ce jour, plus de 5 000 visas humanitaires ont été délivrés.

Le 15 août a marqué le premier anniversaire du changement de régime et la situation sur le terrain ne s'est toujours pas améliorée. Comme toujours, le Brésil est prêt à appuyer les efforts déployés par la MANUA et à travailler aux côtés du Conseil de sécurité afin d'assurer l'avenir de paix, de stabilité et de progrès que le peuple afghan mérite.

M^{me} Dautllari (Albanie) (*parle en anglais*) : Je voudrais à mon tour remercier tous les intervenants de leurs mises à jour d'aujourd'hui, et en particulier M^{me} Koofi de son puissant appel à l'action. Nous devons veiller à ce que les Afghanes ne soient pas oubliées.

Nous sommes attristés de voir le peuple afghan privé de son droit fondamental à mener une vie digne. Comme cela a été mentionné aujourd'hui lors de la rencontre avec la presse des 10 membres élus du Conseil de sécurité et des cinq nouveaux membres, les Talibans ont fait de l'Afghanistan le seul pays au monde où les filles n'ont pas le droit de faire des études secondaires. Ils sont en train de rétablir l'oppression totale des femmes et leur refusent leurs droits spécifiques, les privant de droits dont le caractère universel a été affirmé et réaffirmé par toute la communauté internationale.

En privant les femmes de droits, les autorités de facto traitent près de la moitié de la population comme des êtres humains de second rang. Elles les privent de leur humanité. Quelle que soit la situation économique, quelles que soient les conditions de sécurité, quelle que soit l'interprétation des traditions et de la religion, rien ne peut justifier l'exclusion et l'oppression des femmes. En tant que communauté internationale, nous ne pouvons pas nous permettre de faire des concessions sur des normes aussi fondamentales.

Nous savons qu'il ne peut y avoir de paix et de sécurité durables, ni de développement ou de prospérité si la moitié de la population est privée de ses droits fondamentaux. Garantir le respect de ces droits doit être

au cœur de tous les efforts visant à faire respecter l'ordre et l'état de droit en Afghanistan. Nous ne pouvons pas sacrifier cet objectif au nom du règlement de problèmes plus urgents. C'est pourquoi l'Albanie considère que la garantie de ces droits est une condition nécessaire pour relever tous les grands défis auxquels l'Afghanistan est confronté aujourd'hui et à l'avenir.

Nous appuyons fermement l'action de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), qui aide les autorités de facto à tenir leurs engagements. Nous exhortons ces dernières à collaborer avec la nouvelle Cheffe de la MANUA et à dialoguer avec elle pour la mise en œuvre du mandat de la Mission.

Étant donné que l'hiver approche, nous demandons qu'une aide humanitaire accrue soit apportée aux organisations internationales. Nous appelons également les autorités de facto à respecter et garantir la liberté de circulation totale et sans entrave du personnel de la MANUA, et à garantir l'accès humanitaire. Nous leur demandons également de rompre tout lien avec les réseaux et groupes terroristes qui sont responsables d'attaques violentes en Afghanistan et ailleurs. Nous insistons sur le fait que les autorités de facto doivent gagner l'acceptation de la communauté internationale en répondant aux exigences minimales qu'elle leur impose si elles veulent que l'Afghanistan soit accepté comme membre de la société mondiale.

M^{me} Alhefeiti (Émirats arabes unis) (*parle en arabe*) : Tout d'abord, je remercie tous les intervenants de leurs exposés, qui confirment une fois de plus la sombre situation en Afghanistan. La discrimination à l'égard des femmes et des filles, l'effondrement de l'économie locale, le manque de liquidités et la poursuite des attaques terroristes, auxquels s'ajoutent des phénomènes météorologiques extrêmes, la flambée des prix mondiaux des produits de base et la pénurie d'aide, ont entraîné ce que l'on peut qualifier de tempête parfaite en Afghanistan.

Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires a déclaré que les organismes humanitaires étaient contraints de fournir moins d'aide que prévu. L'aide disponible étant limitée, on craint de plus en plus que les femmes et les filles qui vivent dans des régions difficiles à atteindre en Afghanistan ne soient laissées pour compte du fait du harcèlement et de l'intimidation dont sont victimes les travailleuses humanitaires.

Dire que la situation actuelle est intenable et qu'elle entraînera davantage de souffrances et d'instabilité est

un euphémisme. Afin d'éviter une catastrophe humanitaire, il faut relancer l'économie afghane. À cet égard, les Émirats arabes unis saluent l'annonce faite par les États-Unis de la création du Fonds afghan, qui gèrera 3,5 milliards de dollars de réserves de la Banque centrale afghane au profit du peuple afghan. C'est un pas dans la bonne direction.

D'autres mesures similaires doivent être prises pour faciliter les transactions financières et réactiver les services bancaires afin d'accroître les liquidités dans l'économie afghane. Comme le Secrétaire général adjoint Martin Griffiths l'a souligné devant le Conseil de sécurité en août (voir S/PV.9118), les institutions financières internationales et d'autres acteurs doivent redoubler d'efforts pour assouplir les dispositions financières et réduire ainsi les risques afin de maintenir l'économie en état de marche. Nous espérons que les mesures prises pour gérer le Fonds afghan seront utiles à cet égard.

Pour leur part, les Émirats arabes unis restent solidaires du peuple afghan, notamment par leurs efforts ayant abouti à la signature d'un mémorandum d'accord avec le Comité international de la Croix-Rouge sur une contribution de 4 millions de dollars afin de couvrir les dépenses opérationnelles et administratives des hôpitaux en Afghanistan, y compris les paiements destinés à couvrir les salaires du personnel et les fournitures médicales, ainsi que les dépenses d'électricité et de carburant.

Nous soulignons qu'il sera impossible de redynamiser l'économie afghane si la moitié de la population est exclue de la vie sociale et économique du pays. Selon l'UNICEF et comme l'ont noté certains membres du Conseil, le fait de priver les filles d'un enseignement secondaire s'est traduit par une perte d'au moins 500 millions de dollars pour l'économie afghane ces 12 derniers mois. Cela démontre la relation étroite qui existe entre la participation des femmes, les performances économiques et le développement.

Nous regrettons que le Conseil n'ait pas été en mesure de parvenir à un consensus pour publier une déclaration au début du mois sur l'éducation des filles en Afghanistan et les autres difficultés auxquelles le pays est confronté. La situation des femmes et des filles, la reprise économique et les problèmes de sécurité sont autant de défis qui menacent la paix et la sécurité. Le Conseil doit être prêt à les affronter avec l'appui de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan. Il doit se concentrer sur nos objectifs communs afin d'aider le peuple afghan et éviter les divisions inutiles

concernant les priorités à aborder dans le cadre de ce dossier.

Nous soulignons également que le Conseil de sécurité n'est pas le seul à vouloir que les filles soient éduquées en Afghanistan. C'est avant tout ce que les familles afghanes veulent pour leurs filles et c'est ce que les filles veulent pour elles-mêmes. Le peuple afghan fait tout son possible pour que ses filles retournent à l'école. Les autorités de facto doivent écouter et agir en conséquence.

Cela m'amène à mon dernier point : les conditions de sécurité. Une des observations figurant au dernier rapport du Secrétaire général (S/2022/692) concerne l'émergence de nouveaux groupes anti-Taliban et l'augmentation des problèmes de sécurité concernant les groupes anti-Taliban. Les méthodes de gouvernance et d'élaboration des politiques des Taliban, notamment en promulguant des décrets qui ne tiennent pas dûment compte des intérêts ou des aspirations du peuple afghan, ne feront qu'alimenter le mécontentement à moyen et long terme. Si les Afghans et les Afghanes ne sont pas entendus par ceux qui les gouvernent, il sera difficile, voire impossible, d'instaurer une paix durable dans le pays.

À la lumière des récents défis en matière de sécurité, le Conseil de sécurité doit mettre l'accent sur ses attentes, telles qu'elles sont formulées dans les résolutions pertinentes, s'agissant de la nécessité d'établir un gouvernement inclusif et d'assurer la pleine participation des femmes. Un tel gouvernement doit être en mesure d'imposer la sécurité sur tous les territoires de l'Afghanistan et d'empêcher que le pays devienne un refuge pour les terroristes, ce qui ferait peser une menace sur la paix et la sécurité régionales et internationales. Nous réaffirmons qu'il importe de maintenir ouverts les canaux de communication avec les Taliban, car la fermeture de ces canaux ne permettra pas d'obtenir les résultats souhaités dans les domaines où la communauté internationale espère constater des progrès.

Les Émirats arabes unis continueront indéfectuellement d'appuyer le peuple afghan, de participer dans un esprit constructif aux travaux du Conseil et de se mobiliser dans le cadre des accords régionaux, afin d'améliorer la situation en Afghanistan.

M^{me} Evstigneeva (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Nous remercions M^{me} Ghada Waly, Directrice exécutive de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), de son exposé sur la

situation relative aux stupéfiants en Afghanistan. Nous avons également écouté attentivement le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général et Chef par intérim de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), M. Markus Potzel, ainsi que M^{me} Fawzia Koofi, qui représente la société civile. Nous avons pris bonne note du rapport du Secrétaire général (S/2022/692) sur la situation dans ce pays qui souffre depuis longtemps. Nous tenons à exprimer toutes nos condoléances aux personnes touchées par l'acte de terreur sanglant perpétré à Kaboul la semaine dernière.

Le 29 août, dans cette même salle (voir S/PV.9118), nous avons eu une discussion très constructive consacrée à l'anniversaire de la tristement célèbre campagne menée pendant 20 ans en Afghanistan et à ses tristes conséquences, conséquences que le peuple afghan subit encore aujourd'hui. Pourtant, aujourd'hui, nous continuons d'entendre nos collègues occidentaux, États-Unis en tête, notamment depuis la tribune de l'Assemblée générale, se lamenter sur les terribles effets des 12 mois de pouvoir des Taliban, tout en essayant de rejeter en bloc la responsabilité de l'échec de leur guerre de 20 années et de la détérioration actuelle de la situation sur les nouvelles autorités.

De fait, le contexte politique intérieur en Afghanistan est actuellement très difficile. Les risques qui pèsent sur la sécurité sont inquiétants. Le pays est à nouveau secoué par des attaques terroristes orchestrées par les militants de l'État islamique d'Iraq et du Levant (Daech)-Khorassan, et les minorités religieuses et ethniques, notamment les femmes et les enfants, sont les premières victimes de leurs actes odieux. Fait tragique, deux employés de l'ambassade de Russie à Kaboul sont également morts aux mains des terroristes au début du mois de septembre. Il est clair que Daech se sert de toutes les ressources à sa disposition pour envenimer la situation politique intérieure, faire régner la peur et le désespoir au sein de la population et instaurer un foyer d'instabilité susceptible à terme de déborder en Asie centrale, puis en Russie. Nous y voyons une tentative de démontrer que les autorités Taliban ne sont pas à même de maîtriser ce qui se passe dans le pays.

Nous sommes également préoccupés par l'augmentation de la production de stupéfiants, qui a atteint un volume sans précédent au fil des ans. Nous sommes conscients que les efforts déployés par les autorités sont insuffisants, mais ce n'est guère surprenant dans la mesure où, durant des années, le problème de la drogue a été passé sous silence par l'administration de Kaboul

et ses maîtres à Washington, tout en servant exclusivement au blanchiment d'argent. Nous nous félicitons de la participation de la représentante de l'ONUDC à la discussion d'aujourd'hui et comptons sur un appui concret de l'ONUDC aux efforts internationaux visant à atténuer la menace de la drogue.

La situation socioéconomique du pays ne peut résister à la moindre critique. Malgré les efforts du Conseil, par le truchement de la résolution 2615 (2021), pour élargir les voies d'acheminement à l'Afghanistan d'une aide humanitaire sans condition, la réalité est que le Bureau de la coordination des affaires humanitaires et les autres organismes humanitaires restent confrontés à toute une série de problèmes et craignent d'être en butte aux sanctions. Force est de constater que les donateurs occidentaux ne se préoccupent guère d'étendre l'aide au-delà des besoins de base et des programmes de relèvement rapide. Dans ce contexte, la situation concernant les avoirs gelés est particulièrement scandaleuse. On aurait pu penser, après nombre d'appels lancés aux États-Unis et à leurs alliés par les Afghans eux-mêmes, par des universitaires américains et par divers représentants de la société civile, que les choses avanceraient sur cette question. Hélas, il n'en a résulté qu'une simple annonce concernant le transfert des avoirs afghans sur un compte spécial dans une banque suisse, compte auquel les autorités du pays n'auront pas accès et qui sera consacré à la mise en œuvre de projets socioéconomiques et humanitaires éphémères. Nous demandons que les avoirs volés soient restitués sans délai au peuple afghan.

Dans le même temps, nous entendons constamment les dirigeants Taliban être accusés de violations systématiques des droits humains, notamment contre les femmes et les filles. Nous considérons que ces problèmes de l'Afghanistan contemporain sont extrêmement graves et qu'il faut y remédier. Toutefois, nous ne devons pas fermer les yeux sur le fait que 20 années de démocratisation du pays ont mis en danger le principal droit des femmes et des filles en Afghanistan : le droit à la vie. Mais cela fait bien longtemps que nous ne sommes plus surpris par les méthodes auxquelles Washington recourt pour soutenir ses alliés contre les régimes jugés indésirables. Nous les connaissons bien : sanctions unilatérales, pressions politiques et autres ultimatums. Dans le même temps, nos collègues effacent soigneusement de l'histoire toute preuve des crimes de guerre que les États-Unis eux-mêmes et les autres pays de l'OTAN ont commis en Afghanistan, en veillant à ce qu'ils ne soient pas mentionnés dans les rapports de l'ONU ou de la Cour pénale internationale (CPI). Comme s'ils n'avaient

jamais existé. Nous espérons que la CPI reprendra néanmoins son action de collecte d'éléments de preuve sur les crimes de guerre commis par les États-Unis et leurs alliés en Afghanistan et que les auteurs de ces crimes ne pourront pas échapper à leurs responsabilités.

Il ne sera pas possible d'instaurer une paix durable en Afghanistan si la population ne reçoit pas une aide internationale pour reconstruire après le conflit, assurer le développement économique et venir à bout des problèmes de longue date que sont le terrorisme et la drogue. Dans le même temps, il importe de poursuivre le dialogue avec les nouvelles autorités sans recourir au chantage. Compte tenu de leur propres relations historiques avec les Taliban, les États-Unis devraient savoir qu'une telle ligne de conduite est futile. Il convient de travailler patiemment avec les Afghans pour créer un État qui soit politiquement et ethniquement inclusif, exempt de terrorisme et de drogue, économiquement stable et développé, et où les droits de tous ses citoyens, y compris les minorités religieuses et ethniques, les femmes et les filles, soient respectés et protégés.

L'action de la MANUA doit être fondée sur de telles approches constructives, pragmatiques et globales. Nous comptons tout particulièrement sur les efforts de la nouvelle Cheffe de la MANUA, M^{me} Roza Otunbayeva, compte tenu de sa compréhension des particularités et spécificités du pays et de la région tout entière. Cela étant, ces questions ne doivent pas servir de conditions préalables au règlement des problèmes humanitaires et économiques urgents. À cet égard, les tentatives de relier la situation des droits humains à la question des déplacements de la délégation Taliban pour assister aux pourparlers consacrés aux questions de paix et de stabilité nous semblent inacceptables. Une telle approche ne fait que nuire à la cause et entraver la facilitation efficace d'un règlement par les acteurs régionaux.

La Russie a toujours préconisé d'étoffer les échanges avec le peuple afghan frère, auquel elle fournit et continue de fournir une aide en vue de parvenir à un règlement global.

Nous continuons également de fournir une aide humanitaire aux Afghans, en dépit des tentatives d'exclure la Russie – une des premières puissances agricoles mondiales – du commerce international et des obstacles auxquels nous nous heurtons même pour coopérer avec le Programme alimentaire mondial. Nous continuerons de coopérer avec l'Afghanistan dans le cadre de contacts bilatéraux avec les autorités de facto et les autres acteurs afghans au sein des structures régionales, notamment le

processus de Moscou, les réunions avec nos voisins au sein de la région, l'Organisation du Traité de sécurité collective, l'Organisation de Shanghai pour la coopération et les États membres de l'Organisation de la coopération islamique.

M. DeLaurentis (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Nous remercions la Directrice exécutive, M^{me} Waly, le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général, M. Potzel, et M^{me} Koofi de leurs exposés. Nous remercions également la nouvelle Représentante spéciale du Secrétaire général, M^{me} Roza Otunbayeva, d'avoir accepté l'invitation du Secrétaire général à prendre la tête de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) en ce moment décisif. Les dirigeants et le personnel de la MANUA méritent une reconnaissance particulière pour les efforts inlassables qu'ils déploient en Afghanistan.

Le dernier rapport trimestriel du Secrétaire général (S/2022/692) décrit clairement les terribles répercussions de la prise du pouvoir par les Taliban. Les conditions de sécurité se détériorent. Les Taliban ont restreint la plupart des droits fondamentaux des femmes et des filles, interdisant aux filles d'aller à l'école à partir de la sixième année de l'école primaire. Le déclin de l'économie afghane se poursuit. Et les besoins humanitaires déjà considérables continuent d'augmenter.

S'agissant de la situation en matière de sécurité, deux attentats terroristes meurtriers ont été commis à Hérat et à Kaboul depuis la dernière fois que le Conseil de sécurité s'est réuni pour discuter de l'Afghanistan (voir S/PV.9118). Nous condamnons ces actes de terrorisme odieux, qui, conjugués à la récente révélation que les Taliban abritaient le chef d'Al-Qaïda, montrent à quel point il est important de rester lucides dans nos contacts avec les Taliban.

En ce qui concerne les droits fondamentaux des femmes et des filles, il convient de souligner que le 17 septembre a marqué le premier anniversaire de l'interdiction faite aux filles par les Taliban de suivre un enseignement secondaire. De fait, les États-Unis regrettent que certains membres du Conseil de sécurité se soient opposés à ce qu'il marque plus officiellement cette étape répréhensible. Un porte-parole des Taliban a récemment confirmé à un organe de presse international que l'Islam reconnaît le droit des femmes à l'éducation, au travail et à l'entrepreneuriat. Ce porte-parole a ensuite expliqué que les Taliban devaient d'abord créer ce qu'il a appelé un environnement sûr pour les femmes et les filles sur le lieu de travail et dans les écoles. Nous

avons lu ce matin un article de presse qui avait presque la même teneur. Cependant, ce qu'il nous faut, ce sont des actions, et non des déclarations.

Je rappelle aux Taliban que, depuis 20 ans et jusqu'à l'année dernière, les filles en Afghanistan suivaient un enseignement secondaire. Durant cette période, la principale menace à laquelle elles étaient confrontées émanait des Taliban. Les États-Unis et la plupart des autres membres du Conseil ne font que répéter ce que les parents afghans ont déjà dit aux Taliban. Les parents afghans dans de nombreuses provinces sont descendus dans la rue pour exiger que leurs filles soient de nouveau autorisées à fréquenter l'école. Les Taliban devraient les écouter. Durant le mois écoulé, l'Ambassadrice Thomas-Greenfield et moi-même avons rencontré plusieurs groupes de femmes afghanes. Elles nous ont dit que tous les membres du Conseil n'avaient pas accepté leur invitation à les rencontrer depuis la prise du pouvoir par les Taliban. Tous les membres du Conseil devraient également les écouter.

De notre côté, nous faisons tout ce qui est en notre pouvoir pour aider les femmes et les filles en Afghanistan face aux politiques destructrices des Taliban. La semaine dernière, le Secrétaire d'État des États-Unis, Anthony Blinken, a annoncé le lancement de l'Alliance pour la résilience économique des Afghanes, qui promouvra des perspectives de développement de carrière, d'enseignement et d'entrepreneuriat pour les Afghanes en Afghanistan et dans des pays tiers. Nous prions les membres du Conseil de se joindre à nous pour rechercher des moyens innovants de venir en aide à tous les Afghans durant cette période particulièrement difficile.

Les États-Unis prennent également des mesures pour remédier à la situation économique catastrophique en Afghanistan. Ce mois-ci, en coordination avec les partenaires internationaux et des experts économiques afghans, nous avons annoncé la création du Fonds pour le peuple afghan, qui protégera, préservera et versera de manière ciblée 3,5 milliards de dollars pour alimenter les réserves de la Banque centrale de l'Afghanistan et améliorer la stabilité de l'économie afghane. Des garanties solides sont en place pour empêcher que ces fonds soient utilisés à des fins illicites.

Comme nous venons de l'entendre, critiquer nos efforts est un sport pour certains membres du Conseil. Je répète ce que nous avons déjà dit : à la lumière de ce que nous savons sur la volonté apparemment renouvelée des Taliban d'abriter le chef d'Al-Qaïda, aucun

pays qui souhaite sérieusement endiguer le terrorisme en Afghanistan ne préconiserait d'accorder aux Taliban un accès libre à 3,5 milliards de dollars d'actifs placés à la Banque centrale de l'Afghanistan à l'heure actuelle. Nous estimons que les membres du Conseil feraient mieux de consacrer leur attention à ce qu'ils peuvent faire de plus pour remédier à la crise humanitaire et économique en Afghanistan.

De leur côté, il y a quatre jours, les États-Unis ont annoncé une aide humanitaire supplémentaire de 327 millions de dollars au profit de l'Afghanistan pour lutter contre la crise actuelle, ce qui porte l'aide humanitaire fournie par les États-Unis à l'Afghanistan à plus de 1,5 milliard de dollars depuis août 2021. Nous continuerons d'orienter ces discussions sur ce que les membres du Conseil peuvent faire pour venir en aide à l'Afghanistan. Les États-Unis se sont mobilisés. Nous avons versé plus d'un milliard de dollars d'aide humanitaire depuis août, délivré sept licences générales, parrainé une résolution du Conseil de sécurité (résolution 2626 (2022)) qui avait explicitement pour but de permettre aux organismes de secours de répondre aux besoins élémentaires, et collaboré avec les institutions financières internationales pour mobiliser 1,5 milliard de dollars supplémentaires afin de fournir des services essentiels en Afghanistan. Nous restons profondément résolus à fournir une aide essentielle au peuple afghan et nous continuerons de collaborer étroitement avec la MANUA pour aider le peuple afghan aujourd'hui et à l'avenir.

Je voudrais simplement dire à ma collègue russe que la Russie a été chassée de l'Afghanistan dans les années 90. Elle est donc mal placée pour nous faire la leçon, à nous ou qui que ce soit d'autre, sur la manière dont nous devons nous comporter. La Russie a bénéficié d'une couverture de sécurité gratuite pendant 20 ans, lorsque nous étions sur place. Et je sais que rien ne plairait plus à la Russie que de voir nos troupes s'embourber en Afghanistan. Comme l'a souligné ma collègue russe à maintes reprises, il s'agit de leur région, et ils doivent maintenant faire davantage.

Cela ne me dérange pas du tout de rappeler que la dernière fois que nous avons eu cette discussion, le représentant de la Fédération de Russie n'a pu qu'invoquer les prétendus progrès industriels réalisés durant l'occupation soviétique de l'Afghanistan en tant que contribution de la Russie au peuple afghan en ces temps difficiles. Je le répète, ils doivent faire davantage.

La Présidente : Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentante de la France.

Je voudrais tout d'abord remercier M. Potzel, M^{me} Waly et M^{me} Koofi pour leurs interventions édifiantes.

Je souhaiterais pour ma part aborder trois points.

Il s'agit tout d'abord des droits de l'homme, et en particulier les droits des femmes et des enfants. Ces droits sont bafoués par les Taliban, ils sont piétinés au plus grand mépris des engagements qui ont été pris. Les femmes et les filles subissent de plein fouet les décrets par lesquels les Taliban entendent régir tous les aspects de leur vie quotidienne, les privant de leurs droits et libertés les plus fondamentaux. Nous sommes très préoccupés par la persistance des violences envers les femmes, par leur exclusion de la vie publique, par l'imposition du port du voile intégral, par les restrictions apportées à leur accès aux services publics, à l'enseignement secondaire, au monde économique et à la plupart des postes, y compris dans l'administration.

Nous sommes aussi préoccupés par le déni de justice dont elles font l'objet, par la hausse des taux de mariages forcés, y compris d'enfants, par les restrictions apportées aux libertés de manifestation pacifique, par les arrestations, les mauvais traitements et les détentions arbitraires. Cette répression protéiforme frappe également les enfants, particulièrement vulnérables. Nous demandons la fin de l'impunité pour les auteurs de telles violations et la mise en œuvre des recommandations de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) sur les droits de l'homme. Il ne pourra y avoir de redressement de l'Afghanistan, y compris sur le plan économique, sans la pleine participation des femmes et des filles à ces processus.

Deuxièmement, nous constatons depuis plusieurs mois que la situation sécuritaire demeure extrêmement précaire. Sur le front de la lutte contre le terrorisme, l'État islamique d'Iraq et du Levant-Khorassan poursuit ses attaques, et le groupe a démontré sa capacité à frapper de nouvelles provinces et à s'attaquer tant aux civils qu'aux emprises diplomatiques. De surcroît, les liens des Taliban avec Al-Qaida n'ont manifestement pas été rompus, contrairement aux exigences clairement exprimées par le Conseil.

Le trafic de drogue, nous l'avons vu, reste un facteur déstabilisateur au niveau régional mais également au niveau international. L'Afghanistan demeure l'un des trois pays qui concentrent plus de 95 % de la culture du pavot à opium dans le monde. Le trafic de

méthamphétamines fabriquées en Afghanistan continue par ailleurs de se développer, et nous ne voyons aucun signal concret d'évolution de la situation.

Enfin, la France ne ferme pas les yeux sur la situation humanitaire, toujours préoccupante. La France a décaissé plus de 120 millions d'euros d'aide humanitaire depuis le mois d'août dernier. Nous avons également apporté une aide d'urgence aux victimes des inondations et du séisme intervenus au mois de juin. Nous participons au financement de l'action de l'Union européenne, qui a mobilisé, avec ses États membres, plus d'un milliard d'euros au cours de l'année écoulée au bénéfice de l'Afghanistan. Alors que des tentatives d'ingérence des Taliban dans la délivrance de l'aide humanitaire sont rapportées, nous continuons à exiger l'accès complet et sans entrave de toute la population à cette aide, qui lui est destinée. Les Taliban n'ont donné aucun signe de prise en compte des besoins et des attentes de leur propre population, et la communauté internationale est prête à travailler avec l'Afghanistan, nous le savons, mais à certaines conditions non négociables, dont le respect continuera à être évalué sur la base de leurs actions. Les termes de la résolution 2593 (2021) ne sauraient être plus clairs sur les engagements qui ne peuvent en aucun cas être monnayés ou relégués au second plan. L'heure n'est pas à rabaisser nos exigences ou à octroyer des concessions financières unilatérales aux Taliban.

La France réitère son plein soutien à la population afghane, ainsi que sa pleine coopération avec l'ONU, en particulier la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan, dont je voudrais ici saluer l'action remarquable et indispensable sur le terrain.

Je reprends à présent mes fonctions de Présidente du Conseil de sécurité.

La représentante de la Fédération de Russie a demandé la parole pour faire une nouvelle déclaration.

M^{me} Evstigneeva (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Je me vois contrainte de réagir à l'affirmation de mes collègues des États-Unis d'Amérique, selon laquelle la Russie n'aurait rien apporté à l'Afghanistan. Cela a déjà dit à la précédente séance du Conseil de sécurité sur cette question (voir S/PV.9118), mais qu'il me soit permis de répéter que nous devons nous rappeler ce qu'était l'Afghanistan lorsque l'Union des Républiques socialistes soviétiques s'est retirée du pays. Je suis sûre que certains Afghans s'en souviennent encore. Les États-Unis n'ont pas de quoi se vanter des méthodes qu'ils ont utilisées pour démanteler l'héritage soviétique

dans les années 90 ni de ce qu'est devenu l'Afghanistan, notamment avec leur aide. Ils ne sauraient non plus se vanter de l'état dans lequel était l'Afghanistan lorsqu'ils ont quitté le pays l'année dernière. Mais la question n'est pas de savoir qui a été le meilleur et qui a été le pire. La question, c'est que nous ne voulons pas que Washington fasse porter à autrui la responsabilité de ce qui a été fait au cours de ces 20 années.

La Présidente : Le représentant des États-Unis d'Amérique a demandé la parole pour faire une nouvelle déclaration.

M. DeLaurentis (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je ne veux pas me lancer dans un dialogue sans fin. Cependant, je veux simplement dire qu'il semble que nos collègues russes soient déterminés, et peut-être même qu'ils sont prêts à tout à cette fin, à démontrer que les États-Unis sont aussi violents, fourbes et manipulateurs que la Russie l'est en Ukraine, par exemple. Ils n'y parviendront jamais.

La Présidente : Je rappelle aux orateurs qu'ils sont priés de limiter la durée de leurs interventions à cinq minutes, afin que le Conseil puisse mener ses travaux dans les meilleurs délais.

Je donne maintenant la parole au représentant de l'Afghanistan.

M. Faiq (Afghanistan) (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Madame la Présidente, d'avoir organisé la séance d'aujourd'hui. Je tiens à vous féliciter, ainsi que votre équipe, pour votre présidence fructueuse du Conseil de sécurité en ce mois de septembre. Je tiens également à m'associer aux autres orateurs et oratrices pour remercier les intervenants de leurs exposés détaillés et très préoccupants sur l'Afghanistan. Je remercie le Secrétaire général de son rapport (S/2022/692). Je saisis également cette occasion pour exprimer la gratitude du peuple afghan au Secrétaire général, António Guterres, pour avoir nommé M^{me} Roza Otunbayeva, une femme dévouée et très expérimentée, comme nouvelle Représentante spéciale du Secrétaire général pour l'Afghanistan et Cheffe de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA).

La séance d'aujourd'hui se tient alors que la soixante-dix-septième session de l'Assemblée générale vient de débiter. À la séance plénière de l'Assemblée de la semaine dernière, nous avons entendu les dirigeants mondiaux parler des problèmes sans précédent auxquels le monde est aujourd'hui confronté et des moyens de les régler. Malheureusement, l'Afghanistan

subit actuellement les effets conjugués de ces problèmes mondiaux, ainsi que de la grave crise sociale, politique, économique et humanitaire qui sévit dans le pays depuis la prise du pouvoir par les Taliban.

Alors que notre grande devise à l'ONU est de ne laisser personne de côté, et alors que les femmes, qui représentent la moitié de la société afghane, ont joué un rôle essentiel dans tous les aspects du développement politique et socioéconomique dans le cadre des objectifs du Millénaire pour le développement et des objectifs de développement durable en Afghanistan pendant 20 ans, les Afghanes, femmes et filles, sont aujourd'hui, sous le régime des Taliban, privées de leurs libertés et de leurs droits fondamentaux. Elles sont systématiquement effacées de tous les domaines de la vie sociale, politique et économique. Cela fait plus d'un an que les écoles secondaires et les lycées sont fermés aux filles. Plus de 24 millions de personnes en Afghanistan ont besoin d'une aide humanitaire et 90 millions souffrent d'une insécurité alimentaire aiguë. Les réfugiés et les migrants afghans sont confrontés à une situation désastreuse et leur avenir est incertain. Alors que de nombreux pays continuent de faire tout leur possible pour mettre en œuvre le Programme de développement durable à l'horizon 2030, les avancées enregistrées par l'Afghanistan au prix de durs efforts pendant 20 ans, notamment les progrès réalisés sur les fronts social, économique, politique et de la sécurité et les plans d'action nationaux, conçus et adoptés par des experts afghans avec l'appui de la communauté internationale, sont inversés, voire complètement réduits à néant.

Je tiens à réaffirmer que les libertés et droits fondamentaux de toutes les Afghanes, femmes et filles, doivent être rétablis et que les écoles doivent immédiatement rouvrir leurs portes aux filles. Les femmes doivent être autorisées à exercer pleinement les droits que Dieu leur a accordés, à renforcer leurs capacités et à participer sur un pied d'égalité à la reconstruction de notre pays déchiré par la guerre. J'invite le Conseil à s'associer à notre appel et à appuyer les Afghanes. Je tiens à remercier les préopinants qui ont exprimé avec force leur soutien au peuple afghan, en particulier aux femmes et aux enfants.

Je voudrais exprimer notre profonde gratitude à tous les partenaires internationaux, aux pays de la région, aux fonds et programmes des Nations Unies, aux organisations non gouvernementales locales et internationales et aux donateurs qui soutiennent le peuple afghan en cette période difficile et qui, en dépit de

toutes les difficultés et de tous les obstacles, continuent à fournir une aide humanitaire et des services essentiels au peuple afghan. Nous espérons que les pays qui ont promis de verser des contributions continueront à appuyer le plan d'aide humanitaire. Il est essentiel de veiller à ce que l'aide humanitaire continue d'être acheminée sans entrave à toutes les personnes vulnérables, y compris les femmes, les enfants et les minorités, dans tout le pays.

Je tiens toutefois à souligner que l'aide humanitaire n'est pas une solution durable pour prévenir la crise humanitaire qui ne cesse de s'aggraver ou pour lutter contre la pauvreté à long terme. Une approche durable et à long terme impliquera de prendre des mesures concrètes, notamment la reprise de l'aide au développement sur la base de programmes économiques et de développement nationaux, qui devront être mis en œuvre par un gouvernement responsable, légitime et inclusif.

Cela fait plus d'un an que le peuple afghan et la communauté internationale attendent et espèrent que les Taliban répondent à leurs appels et honorent leurs engagements sur les questions essentielles. Il s'agit notamment de l'ouverture d'écoles pour filles, de la protection et du respect des droits fondamentaux de tous les citoyens, sans discrimination liée au genre, à l'appartenance ethnique ou à la religion, ainsi que de la mise en place d'un système inclusif et responsable fondé sur l'état de droit, la justice et la volonté du peuple. Cependant, cela ne s'est pas concrétisé, et les Taliban nous ont tous déçus.

Je tiens à remercier tous les partenaires régionaux et internationaux qui appuient les revendications du peuple afghan et ne cessent de relayer ces appels dans leurs déclarations et dans leurs échanges avec les Taliban.

Contrairement aux affirmations des Taliban et à l'amnistie générale qu'ils ont annoncée, des informations crédibles émanant de l'ONU et d'autres organisations internationales font état de violations généralisées des droits humains, notamment des exécutions extrajudiciaires, des actes de torture, des mauvais traitements, des arrestations arbitraires et la détention d'anciens responsables gouvernementaux, de membres des forces de sécurité, de journalistes, de défenseurs des droits humains, de civils, de manifestants, de personnes accusées d'être affiliées à des groupes armés et au Front national de résistance, le déplacement forcé de certains groupes ethniques dans différentes provinces d'Afghanistan, notamment Baghlan, Panjchir, Takhar,

Sar-e Pol et Badakhchan, ainsi que la fusillade de prisonniers de guerre. Ces actes constituent des violations flagrantes des droits humains et des crimes de guerre et sont passibles de poursuites devant la Cour pénale internationale.

En raison des restrictions imposées à la liberté d'opinion et d'expression, ainsi que de la répression des médias, de nombreux incidents, notamment les mariages forcés et les mariages d'enfants, ne sont pas signalés et les responsables ne sont pas tenus de répondre de leurs actes. Les Taliban doivent mettre fin à ces actes, qui sont contraires au droit international humanitaire, au droit international des droits de l'homme et aux valeurs islamiques. Ces actes ont également suscité la peur et l'incertitude quant à l'avenir et poussé nos forces vives à quitter le pays, gonflant ainsi les flux de migrants et de réfugiés.

Je remercie le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en Afghanistan des efforts qu'il déploie et de sa présentation du premier rapport sur la situation des droits de l'homme en Afghanistan depuis la prise du pouvoir par les Taliban le 15 août 2021 (A/HRC/51/6). Je tiens à souligner qu'il faut mettre en place un mécanisme efficace de communication de l'information, de surveillance et d'enquête pour prévenir l'impunité et garantir une riposte plus vigoureuse face aux violations des droits humains en Afghanistan.

En l'espace d'un an seulement, du fait de l'obstination et du refus des Taliban de respecter leurs engagements et de leur exercice du pouvoir par la force, l'Afghanistan s'est enfoncé dans la pire crise économique et humanitaire de son histoire, faisant de l'Afghanistan le seul pays au monde qui refuse aux filles le plein droit à l'éducation et le pire endroit pour les femmes et les filles. En outre, les risques naturels, les tremblements de terre et les sécheresses, ainsi que l'effondrement du système bancaire, les conditions de sécurité précaires et l'accès insuffisant aux services sont venus exacerber cette situation catastrophique.

Par ailleurs, la présence de groupes terroristes qui poursuivent leurs activités en Afghanistan, notamment Al-Qaïda et Daech, ont considérablement accru les menaces pesant sur la sécurité de la population afghane, dans la région et au-delà. La présence du chef d'Al-Qaïda, qui a été tué à Kaboul le mois dernier, témoigne clairement des liens que les Taliban continuent d'entretenir avec Al-Qaïda et d'autres groupes terroristes et constitue une violation manifeste de leurs engagements en

matière de lutte contre le terrorisme. Qui plus est, les récentes attaques commises par l'État islamique d'Iraq et du Levant-Khorassan contre des cibles civiles, notamment des Hazara chiïtes, des hindous, des sikhs et des soufis, révèlent l'incapacité des Taliban de garantir la paix et la sécurité dans le pays.

Je tiens à souligner que le peuple afghan a été victime du terrorisme par le passé et l'est encore aujourd'hui. Je rappelle qu'il n'y a pas de bons ou de mauvais terroristes, et que le terrorisme ne connaît pas de frontières. Nous devons collectivement et sincèrement condamner et combattre le terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations, à l'intérieur et à l'extérieur de nos frontières, ainsi que ses causes profondes, ses sanctuaires et ses ressources financières.

Alors que l'Afghanistan est au bord d'un effondrement économique de grande ampleur, il est indispensable que toutes les parties prenantes, à savoir le peuple afghan, y compris les Taliban, et les partenaires régionaux et internationaux, coopèrent collectivement et véritablement pour favoriser la tenue d'un dialogue national afin de sortir de l'impasse politique actuelle et de donner au peuple afghan la possibilité de se mettre d'accord sur les questions essentielles au moyen d'un cadre ou d'une feuille de route pour l'établissement d'un système représentatif et responsable fondé sur l'état de droit, la justice et la volonté du peuple.

Je me félicite du récent communiqué du groupe États-Unis-Europe sur l'Afghanistan, qui, entre autres questions importantes, souligne que la paix et la stabilité durables en Afghanistan passent par un dialogue national crédible et inclusif menant à un ordre constitutionnel assorti d'un système politique représentatif.

Je rappelle que ce n'est qu'au moyen d'un système inclusif, représentatif, responsable et opérationnel, réunissant des professionnels et des personnes crédibles de tous horizons qui bénéficient d'une bonne réputation, et avec la pleine participation des femmes, que nous pourrions sauver l'Afghanistan de la crise actuelle. C'est pourquoi nous demandons au Conseil d'appuyer pleinement cet appel, conformément au mandat qui lui a été confié par la Charte des Nations Unies et à ses résolutions sur la situation en Afghanistan.

Je remercie la MANUA et l'ensemble des organismes des Nations Unies d'être restés sur place et d'avoir fourni une aide humanitaire et contribué à éviter une catastrophe humanitaire jusqu'à présent. Nous espérons toutefois que l'ONU se mobilisera pour jouer un

rôle plus vigoureux et plus efficace en Afghanistan. Je remercie le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et d'autres organisations internationales des efforts qu'ils déploient afin de traiter la question des migrants afghans, mais je les invite à poursuivre dans cette voie et souligne que les migrants et les réfugiés afghans ont besoin de leur soutien et de leur attention.

Je voudrais appeler le Conseil de sécurité à utiliser efficacement toutes les ressources existantes, y compris les sanctions, pour garantir la paix et la stabilité en Afghanistan. Nous exhortons la communauté internationale à rester activement mobilisée en Afghanistan et à contribuer à la mise en place de solutions durables et axées sur la population, qui amélioreront la vie et les moyens de subsistance de tous les Afghans.

Pour terminer, je voudrais rappeler aux Taliban qu'aucun système ne peut survivre si ses dirigeants ne respectent pas et n'embrassent pas la volonté du peuple et que le fait de gouverner le pays par la force et la peur n'aboutira qu'à la poursuite du conflit et privera l'Afghanistan d'une paix, d'une sécurité et d'un développement durables. Nous lançons un appel au Conseil de sécurité pour qu'il adopte une position unie sur la situation en Afghanistan afin d'éliminer les menaces terroristes, de protéger les Afghanes, d'accroître l'aide humanitaire à l'Afghanistan et de contribuer à offrir un avenir véritablement inclusif à tous les Afghans, notamment en mettant en œuvre ses résolutions en faveur de solutions autonomes et durables pour l'Afghanistan, un Afghanistan en paix avec lui-même, la région et le monde. Le peuple afghan mérite la paix, la tranquillité et la prospérité.

Je conclurai mon intervention par une citation de Somaya Faruqi, ancienne capitaine de l'équipe afghane de robotique : « Ne laissez pas notre pays devenir le cimetière de nos objectifs et de nos rêves ».

La Présidente : Je donne maintenant la parole à la représentante de la République islamique d'Iran.

M^{me} Ershadi (République islamique d'Iran) (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Madame la Présidente, d'avoir convoqué la présente séance. Je remercie également les intervenants de leurs exposés perspicaces et des informations qu'ils nous ont communiquées sur les derniers faits survenus en Afghanistan.

Plus d'un an après la reprise du pouvoir par les Taliban, la situation reste difficile. Selon le récent rapport du Secrétaire général (S/2022/692), l'Afghanistan est aux prises avec une crise humanitaire qui s'aggrave, une

récession économique majeure, les problèmes rencontrés dans la mise en place d'un gouvernement inclusif et la négation des droits fondamentaux des femmes et des filles, notamment l'accès à l'éducation. Étant donné ces conditions très difficiles, je voudrais m'arrêter sur les points suivants.

La communauté internationale doit continuer de porter assistance à l'Afghanistan. Les autres conflits ne doivent pas détourner notre attention de la situation en Afghanistan, ni nous amener à l'ignorer. Si l'aide humanitaire et au développement est cruciale pour la survie des Afghans, le maintien des services de base et le soutien apporté à l'économie ne sont pas des solutions durables et doivent être complétés par une croissance économique soutenue.

Comme nous n'avons cessé de le dire, les actifs gelés appartiennent au peuple afghan et doivent être rendus en totalité, sans politisation ni condition aucune. Les sanctions imposées à des personnes et entités précises en Afghanistan ne doivent pas non plus faire obstacle à la coopération humanitaire, économique ou au service du développement avec l'Afghanistan. Les sanctions ne devraient pas avoir d'incidence sur les efforts visant à revitaliser l'économie afghane, sachant que le Secrétaire général a déjà demandé à plusieurs reprises des mesures pour permettre à celle-ci de respirer.

L'Afghanistan est membre de la communauté internationale, et les autorités de facto doivent l'admettre et remplir leurs obligations internationales, notamment en donnant suite aux appels répétés en faveur de la formation d'un gouvernement inclusif et représentatif qui reflète correctement le caractère multiethnique de la société afghane. Seul un gouvernement où tous les Afghans sont représentés peut garantir et protéger leurs droits.

Le terrorisme et l'émergence de groupes terroristes constituent une autre menace grave pour l'Afghanistan, ses voisins, la région et la communauté internationale. Les informations qui font état de la résurgence de groupes terroristes affiliés à Daech sont préoccupantes, notamment à la lumière de la récente attaque terroriste, revendiquée par l'État islamique d'Iraq et du Levant-Khorassan, devant l'ambassade de la Fédération de Russie à Kaboul le 5 septembre, qui a fait au moins six morts, dont deux employés de l'ambassade russe, et plusieurs blessés. Les autorités de facto doivent s'engager à combattre le terrorisme et s'assurer de prendre toutes les mesures qui conviennent pour protéger les locaux diplomatiques et consulaires contre

toute intrusion ou attaque. Il ne faut plus que l'Afghanistan serve de sanctuaire à des groupes terroristes comme Daech et Al-Qaïda.

Tout aussi importants, les efforts de lutte contre le trafic de stupéfiants doivent avoir rang de priorité. Chaque année, l'Iran est directement touché par cette menace et lui paie un lourd tribut. Depuis 40 ans, l'Iran joue un rôle actif dans la lutte contre le trafic de stupéfiants dans la région, ce qui a valu à près de 4 000 membres des forces de l'ordre iraniennes de finir en martyrs et à plus de 12 000 autres d'être blessés.

En tant que voisin du pays, l'Iran mobilise ses capacités et ressources pour aider le peuple afghan à surmonter les défis qui se posent à lui. Nous accueillons des millions de réfugiés, qui ont malheureusement reçu une assistance internationale minimale au cours des 40 dernières années. Après le retour des Talibans, nous n'avons à aucun moment fermé notre frontière avec l'Afghanistan. Depuis l'an dernier, des milliers d'Afghans entrent quotidiennement sur le territoire iranien. Toutefois, les voisins de l'Afghanistan, dont l'Iran, n'ont pas à porter tout le fardeau de l'accueil des réfugiés afghans. D'autres pays devraient également accueillir des réfugiés.

Nous nous félicitons de la nomination récente de M^{me} Roza Otunbayeva comme Représentante spéciale du Secrétaire général pour l'Afghanistan et Cheffe de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA). Nous maintenons notre appui à la MANUA dans les efforts qu'elle déploie en vue de remédier à la crise humanitaire et de faciliter le processus politique intra-afghan pour promouvoir la paix et la stabilité dans le pays.

La République islamique d'Iran continue de venir en aide au peuple afghan et de travailler avec les voisins de l'Afghanistan et d'autres partenaires afin d'instaurer une paix pérenne et le développement durable en Afghanistan.

La Présidente : Je donne maintenant la parole au représentant du Kirghizistan.

M. Utebaev (Kirghizistan) (*parle en anglais*) : Tout d'abord, nous remercions la présidence française du Conseil d'avoir convoqué la présente séance d'information. Je me joins également aux autres orateurs et oratrices pour remercier nos intervenants de leurs observations. Nous félicitons S. E. M^{me} Otunbayeva de sa nomination comme Représentante spécial du Secrétaire général pour l'Afghanistan. Nous sommes confiants

dans le fait que sa vaste expérience dans diverses fonctions, y compris en tant que Présidente du Kirghizistan, contribuera à des résultats notables de l'ONU dans le pays et au profit du peuple afghan frère.

Nous saluons également les efforts déployés par l'ONU, notamment le Secrétaire général, la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan et le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, ainsi que d'autres organisations internationales, pour répondre aux besoins humanitaires de la population afghane. Le Kirghizistan exprime sa solidarité avec la communauté internationale dans la tâche consistant à surmonter la crise humanitaire et à stabiliser la situation en Afghanistan. En même temps, nous exprimons notre soutien au personnel des Nations Unies en Afghanistan qui, en dépit de tous les problèmes, continue d'accomplir la noble mission d'aider le peuple afghan dans cette période critique.

Malgré le basculement provisoire des priorités de l'ordre du jour mondial en raison du conflit en Ukraine, la question de l'Afghanistan reste pertinente aux niveaux international et régional. La conférence internationale sur l'Afghanistan qui a eu lieu à Tachkent le 26 juillet, avec la participation de nombreux grands pays du monde, témoigne du rôle important de ce pays dans le développement, la stabilité et la paix de la région à l'avenir.

Nous nous félicitons que les dirigeants des Talibans aient décidé d'interdire la culture du pavot à opium et la production de drogue. En même temps, le Kirghizistan exprime son inquiétude au sujet des attaques terroristes en Afghanistan et adresse ses condoléances aux familles des victimes, y compris celles de l'attentat perpétré devant l'ambassade russe à Kaboul. Nous réaffirmons l'importance de lutter contre le terrorisme en Afghanistan et la nécessité de veiller à ce que le territoire du pays ne serve pas de plateforme ou de sanctuaire à des groupes ou organisations terroristes.

En tant que pays traditionnellement ami de l'Afghanistan, le Kirghizistan, situé dans la même région, a intérêt à ce que l'Afghanistan soit stable et prospère, et restera toujours déterminé à favoriser la paix dans ce pays. Sur la base des principes d'humanité, notre pays, entre autres, a fourni une aide humanitaire au peuple afghan l'an dernier. Le Kirghizistan salue aussi l'amnistie générale annoncée par les autorités actuelles de l'Afghanistan et espère qu'elle sera pleinement mise en œuvre dans la pratique.

La priorité principale de la communauté internationale devrait être de rétablir l'économie afghane et de réintégrer l'Afghanistan dans les processus économiques interrégionaux. Il importe également d'inviter les autorités afghanes à constituer un gouvernement inclusif, ainsi qu'à garantir la jouissance des droits humains, y compris les droits des femmes et des filles à l'éducation, au travail et à l'activité sociale.

Le Kirghizistan a pris langue avec l'actuel Gouvernement afghan et continue d'échanger avec lui sur des sujets variés.

Nous espérons que la communauté internationale avancera de façon coordonnée sur la question afghane et que les États qui la composent coopéreront activement les uns avec les autres, en particulier avec les pays de la région, afin d'assurer la paix et la stabilité dans ce pays et de fournir au peuple afghan l'aide humanitaire et économique nécessaire.

La Présidente : Je donne maintenant la parole au représentant du Pakistan.

M. Khan (Pakistan) (*parle en anglais*) : La délégation pakistanaise vous félicite, Madame la Présidente, ainsi que la délégation française, pour une présidence du Conseil de sécurité très réussie au cours de ce mois. Nous vous remercions également d'avoir organisé le présent débat et nous tenons à remercier le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général, M. Potzel, ainsi que M^{me} Waly et M^{me} Koofi des exposés qu'ils nous ont présentés aujourd'hui. Je voudrais également saisir cette occasion pour féliciter M^{me} Roza Otunbayeva, du Kirghizistan, pour sa nomination en tant que nouvelle Représentante spéciale du Secrétaire général pour l'Afghanistan et Cheffe de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA).

L'Afghanistan représente aujourd'hui un enjeu sans équivalent. Environ 95 % des 30 millions d'Afghans vivent dans un dénuement quasi total, sans économie ou système bancaire opérationnel qui permettrait aux Afghans ordinaires de gagner leur vie ou d'espérer un avenir meilleur. Le Pakistan souhaite voir l'Afghanistan devenir un pays en paix avec lui-même et avec le monde, qui respecte tous ses citoyens et leur permet de s'épanouir sans distinction de sexe, d'ethnie ou de religion. Un Afghanistan pacifique, prospère et connecté est dans notre intérêt collectif.

En tant que pays voisin, la paix et la stabilité en Afghanistan sont d'une importance vitale pour le Pakistan. Nous avons joué un rôle de premier plan dans les

efforts humanitaires visant à aider nos frères et sœurs afghans dans leur situation actuelle. Nous devons prévenir une nouvelle guerre civile, la montée du terrorisme, le trafic de drogue ou une nouvelle vague de réfugiés qu'aucun des voisins de l'Afghanistan n'est en mesure d'accueillir. Le Pakistan exhorte la communauté internationale à répondre favorablement à l'appel de fonds de 4,2 milliards de dollars lancé par le Secrétaire général au titre d'une assistance humanitaire et économique en faveur de l'Afghanistan et à débloquer les réserves financières de l'Afghanistan, qui sont essentielles à la relance de son système bancaire. Comme l'a indiqué le Secrétaire général (S/2022/692), le plan d'aide humanitaire qu'il a présenté accuse un déficit de 2,59 milliards de dollars.

La reprise rapide des activités de reconstruction et la mise en œuvre de projets de connectivité régionale avec l'Asie centrale qui sont prêts à démarrer, ainsi que l'extension du Couloir économique Chine-Pakistan vers l'Afghanistan, peuvent ouvrir la voie à la croissance économique et à la stabilisation du pays. Cependant, pour ce faire, il faut des fonds et une stabilité financière. Il faut dégeler les réserves nationales de l'Afghanistan et les verser aux institutions afghanes susceptibles de contribuer à relancer l'économie afghane et son système bancaire. Sans cela, il n'y aura ni échanges commerciaux efficaces ni investissements. Si ces conditions ne sont pas réunies, la survie de l'Afghanistan continuera de dépendre de moyens extérieurs et le pays sera sous la menace constante d'un effondrement économique.

En ce qui concerne les droits humains et l'éducation des filles, les pays de l'Organisation de la coopération islamique (OCI), y compris le Pakistan, continuent de participer à des discussions entre les Taliban et des délégations d'érudits islamiques et d'oulémas pour trouver les moyens d'aborder les questions liées à la charia et à son interprétation, notamment en vue de promouvoir les perspectives d'éducation des femmes et des filles en Afghanistan. Nous espérons que des progrès pourront être réalisés grâce à ce processus, s'il est mené avec patience et persévérance. Pendant ce temps, toutes les filles qui font partie des 4 millions d'Afghans vivant dans des camps de réfugiés au Pakistan sont scolarisées, et nous savons que de nombreux Afghans envoient leurs filles suivre des études au Pakistan.

Comme indiqué dans le rapport du Secrétaire général, les efforts déployés par le Gouvernement intérimaire afghan pour encourager le retour des anciens responsables afghans dans le pays et l'annonce d'une

amnistie générale sont des éléments sur lesquels il convient de s'appuyer pour promouvoir l'objectif d'une gouvernance plus inclusive en Afghanistan.

Le Pakistan et la plupart des membres de la communauté internationale sont vivement préoccupés par les actes terroristes commis en Afghanistan ou qui émanent de son territoire. La récente augmentation du nombre d'assassinats ciblés et d'attentats à la bombe très médiatisés, notamment contre l'ambassade de la Russie, est particulièrement préoccupante. Si nous ne parvenons pas à donner au peuple afghan et aux autorités de Kaboul les solutions économiques à long terme qui s'imposent, il y a un risque que les groupes anti-Taliban, en particulier l'État islamique d'Iraq et du Levant-Khorassan (EIIL-K), gagnent encore en puissance dans le pays.

Nous attendons des Taliban qu'ils empêchent que le territoire afghan soit utilisé à des fins de terrorisme contre les pays voisins ou tout autre pays. En particulier, l'élimination de la menace que représentent l'EIIL-K, c'est-à-dire Daech, Tehrik-e-Taliban Pakistan, le Mouvement islamique du Turkestan oriental et le Mouvement islamique d'Ouzbékistan, ainsi qu'Al-Qaïda et d'autres groupes terroristes, est d'une importance vitale pour le Pakistan. Nous appuierons tous les efforts sincères visant à neutraliser et à éliminer ces groupes terroristes, tout en respectant pleinement la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Afghanistan.

Il faut également lutter contre les auteurs de troubles qui veulent apporter leur aide et encouragement au terrorisme contre le Pakistan depuis le territoire afghan, et démanteler les réseaux terroristes qu'ils ont établis en Afghanistan et dans la région. De même, les efforts de lutte contre les stupéfiants déployés par

les Taliban risquent d'être réduits à néant en l'absence d'autres moyens de subsistance.

Le Pakistan estime que le Conseil de sécurité, la communauté internationale et la MANUA doivent élaborer une feuille de route viable pour atteindre les objectifs qu'ils se sont fixés : droits de l'homme, inclusion et lutte contre le terrorisme. L'accord de Doha, tant décrié, et les résolutions adoptées depuis lors par le Conseil de sécurité contiennent des éléments qui peuvent servir de base à cette feuille de route vers un retour à la normalité en Afghanistan.

Le Pakistan espère que la nouvelle Représentante spéciale du Secrétaire général maintiendra le dialogue constructif que la MANUA a entamé avec le Gouvernement intérimaire et qu'elle trouvera des solutions concrètes pour relever les défis auxquels nous sommes confrontés en Afghanistan.

Un dialogue constant reste le seul moyen pratique d'aller de l'avant, en vue d'instaurer durablement la paix et la sécurité en Afghanistan. À cette fin, nous espérons que les dérogations à l'interdiction de voyager seront rétablies sans délai. Le Pakistan poursuivra ses efforts pour instaurer la paix et favoriser un retour à la normalité en Afghanistan dans le cadre de son partenariat entre les six voisins immédiats de l'Afghanistan plus la Russie, au sein de l'OCI, avec la MANUA, l'Union européenne et d'autres pays amis.

La Présidente : Il n'y a pas d'autre oratrice ou orateur inscrit sur la liste. J'invite à présent les membres du Conseil à poursuivre l'examen de la question dans le cadre de consultations.

La séance est levée à 12 h 40.